



L'annonce la semaine dernière de la fermeture éventuelle de l'usine Goodyear sera-t-elle le coup dur de trop? Sera-t-elle le déclencheur d'une mobilisation du monde des salariéEs contre les licenciements et contre toutes les suppressions d'emplois? Au moment où les enseignantEs grognent contre les mesures du gouvernement, où l'ensemble de la fonction publique est en grève, première journée de grève nationale contre ce gouvernement, c'est évidemment ce que nous souhaitons.

Même si du côté de la population, le climat social reste dominé par un sentiment d'impuissance, le fait est qu'il y a bien de l'écœurement et de la colère contre une situation de plus en plus insupportable. La bonne santé affichée des grosses entreprises, les milliards d'euros de profits, les fortunes des dirigeants, les records en bourse... tout cela fait beaucoup trop, alors que dans le même temps, Medef, gouvernement et spécialistes économiques en tout genre nous gavent de discours sur la priorité de la compétitivité et nous font la

leçon permanente sur la rigueur budgétaire, les sacrifices à accepter, encore et toujours.

Pour une convergence des entreprises en lutte

Heureusement les bonnes nouvelles arrivent. C'est la grève déterminée des salariéEs à PSA Aulnay, après 6 mois de manœuvres et de baratins de leurs patrons. C'est aussi la rencontre plus que symbolique des salariéEs en lutte de PSA et de Renault devant l'usine de Flins. C'est encore ce meeting à Sciences Po Paris le 24 janvier réunissant des militantEs

SUITE PAGE 2

PREMIER PLAN

Mali: et l'intervention française Areva à point nommé

Page 3

ACTU

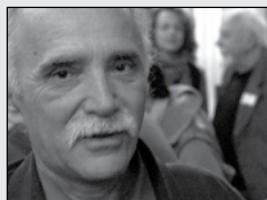
Pauvreté: Ayrault et ses bonnes œuvres

Page 4

INTERNATIONAL

Élections en Israël: un centre vide de sens

Page 5



ACTU

Convergence des luttes: de vrais premiers pas

Page 8



Agenda

Du 1^{er} au 3 février, II^e congrès national du NPA, Saint-Denis.

3 février, Solidarité avec la Palestine, Alfortville.

Projection débat organisé par Solidarité Alfortville Palestine. RV à 16 heures au 108 rue Véron. Film : *Libres dans la prison de Gaza* de Mireille Court et Chris Den Hond. Débat avec Julien Salingue. Duplex à Gaza avec un prisonnier palestinien récemment libéré.

6 février, Société Louise-Michel : « Quoi de nouveau en Grèce ? »

Avec Benjamin Coriat, Vicky Skoumbi et Claude Calame. RV à 19 heures à la Maison des associations du X^e, 206 quai de Valmy à Paris. M^o Louis-Blanc ou Jaurès. La Grèce a disparu des unes de la presse. Pourtant la situation empire de jour en jour. De nouvelles mesures d'austérité sont en préparation au parlement. Plus d'un jeune grec sur deux est au chômage, plus de 30% de la population est tombée sous le seuil de pauvreté. Et désormais, c'est la démocratie même qui est en jeu dans ce pays.

À SUIVRE SUR
www.npa2009.org

SUITE DE LA PAGE 1



syndicaux en lutte et des centaines de participantEs pour affirmer la nécessaire convergence des luttes. Il y a enfin cette initiative d'ex-salariées des 3 Suisses, licenciées il y a quelques mois et qui ont créé une association « Les LicenciéEs » permettant de continuer leur bataille en popularisant une loi interdisant les licenciements dans tous les groupes qui font des bénéfices.

Depuis des mois, par les manifestations et des rencontres, des équipes syndicales d'entreprises en difficulté affirment le besoin de se coordonner à la base, toute étiquette syndicale confondue, pour

essayer de mettre en place un réseau de résistance. Ce « collectif » a organisé ce mardi une manifestation devant le ministère du Travail pour rappeler l'urgence et la nécessité de l'interdiction des licenciements. L'objectif est d'amorcer la construction d'une véritable coordination pour aider à la convergence. Toutes les occasions deviennent importantes pour créer et renforcer les liens, pour élargir ces réseaux. C'est ainsi que des contacts ont été pris avec les salariés en lutte de Sanofi, de Virgin ou d'Arcelor... avec la volonté de se soutenir et d'aller vers des actions communes.

La fonction publique en grève

La semaine dernière, les enseignantEs parisiens ont connu une journée historique avec 90% des personnels en grève. Une manifestation massive a rappelé à ce gouvernement qui se veut le chantre de la consultation et du dialogue social le refus de sa réforme des rythmes scolaires, imposée par en haut et sur fond d'économie. Pourtant le gouvernement devrait se souvenir des années Allègre, celles où la colère enseignante s'est exprimée de toutes ses forces contre un gouvernement socialiste.

Jeudi 31, l'ensemble de la fonction publique est appelée à faire grève à l'appel de la CGT, de Solidaires et de la FSU. Une première étape qui doit être la plus massive possible pour dénoncer l'austérité de gauche, qui tape autant dans le portefeuille des salariéEs de la fonction publique qu'au cœur même des services publics, avec la rigueur budgétaire et le refus de créer les postes nécessaires. Ce gouvernement ne veut même pas défaire la journée de carence que la droite a imposé aux fonctionnaires.

Public, privé : même combat !

Ces journées de mobilisations dans l'enseignement, dans la fonction publique sont aussi autant d'occasions de renforcer les liens et d'élargir les réseaux. Car un des enjeux de la période actuelle est bien là : réussir enfin la concrétisation du « tous ensemble » que nous chantons dans les manifestations et que nous espérons depuis des années. Il nous faut trouver maintenant les chemins pour construire une opposition populaire.

À l'heure où les confédérations syndicales se montrent bien incapables d'impulser la moindre action d'envergure, il y a, comme on dit chez nous, urgence de chez urgence à riposter dans l'unité. C'est une question de solidarité au sein de notre camp social, c'est aussi une question d'efficacité. Pour changer la donne, nous avons besoin de toutes nos forces. Construire et réussir cette coordination et cette convergence, c'est nécessaire, c'est possible..., c'est maintenant !

Philippe Poutou

regards

Propos recueillis par Pedro Carrasquedo

PAYS BASQUE « Après quarante années de lutte, nous avons conclu à la nécessité d'un changement stratégique en profondeur »

Entretien. Bilbao, samedi 12 janvier, plus de 110 000 manifestants dans les rues de la capitale de la Biscaye (Pays basque), pour exiger le respect des droits des prisonniers basques. Une délégation du NPA, conduite par Philippe Poutou, était invitée en tête de manifestation. Quelques heures avant, une rencontre a eu lieu entre Philippe Poutou et Joseba Alvarez, responsable national de l'organisation indépendantiste basque Sortu.



Peux-tu expliquer ce qu'est Sortu ? Sortu signifie « naître » en basque. Nous avons créé ce parti le 9 février 2011, et nous nous revendiquons de l'indépendance du Pays basque et pour le socialisme. Notre existence légale, qui est aujourd'hui un fait, nous est cependant continuellement disputée. Quoi qu'il en soit, nous avons été légalisés le 20 juin 2012 par le tribunal constitutionnel espagnol, à une voix près ! 6 contre 5...

On vous présente souvent comme la continuité de l'ancien parti Herri Batasuna puis, plus récemment, de Batasuna, deux partis interdits ces dernières années et dont les dirigeants ont été ou sont encore en prison. Qu'en est-il ?

Il est exact que moi, par exemple, j'étais membre de Batasuna et que j'ai été emprisonné plusieurs fois. Mais, dorénavant, Sortu, c'est tout autre chose. Après quarante années de lutte, nous avons conclu à la nécessité d'un changement stratégique en profondeur. Il y a eu

dans nos rangs un intense débat, pas seulement sur la décision de l'arrêt définitif de la lutte armée mais en réalité de fond en comble. Un tournant majeur a été par exemple l'après « Loyola » (négociations avec le gouvernement espagnol et rupture de ces négociations en 2010 ; Loyola étant une ville proche de San Sebastian - NDLR). Le gouvernement de Madrid n'a pas respecté ses engagements. Dans ce contexte, nous avons réfléchi et considéré alors que la société basque et le monde en général avaient changé. Il est devenu notoire pour nous que le passage par la lutte armée ne marche plus. Ni ici ni en Catalogne d'ailleurs. Il faut aller vers un nouveau cadre juridique au Pays basque.

Cela signifie quoi concrètement ? Notre plan de marche est le suivant : l'arrêt de la lutte armée ; le rassemblement de tout ce qui est à la gauche de la droite basque représentée par le PNV (parti nationaliste basque, parti

bourgeois démocrate-chrétien, majoritaire) ; l'union à l'intérieur de cette gauche pour aller à la conquête d'une majorité politique institutionnelle qui devienne en définitive idéologiquement majoritaire au Pays basque ; la recherche de points d'appui internationaux importants ; le rétablissement des relations avec les États français et espagnol.

À ce jour, où en êtes-vous de ce processus ?

Le bilan actuel est très simple à établir. La lutte armée est terminée et bien terminée. Ce pas important a été unilatéral de la part de la gauche abertzale (les nationalistes basques). D'autant plus unilatéral que nous ne cédon pas aux attitudes provocatrices des États espagnol et français qui multiplient les arrestations et autres forme de répression.

Nous avons constitué des coalitions électorales telles que EH Bai au nord, Bildu au sud. Cette dernière est devenue la deuxième force électorale derrière le PNV, mais la première en

nombre d'élus. Le rassemblement de la gauche abertzale a donc été réalisé en particulier autour de beaucoup de questions sociales mais aussi des objectifs de défense des droits des prisonniers politiques, pour leur rapprochement au Pays basque, pour la libération des prisonniers malades...

Voilà pour ce qui est entamé. Le reste est encore à construire, en particulier la consolidation de ce support international dont je parlais, après la conférence d'Aiete.¹ La question clé pour nous, c'est aux Basques et à eux seuls de décider de leur avenir sous la forme qu'ils décideront : statut de souveraineté, souveraineté associée, etc. Pour débattre de ces problèmes, nous tenons notre congrès le 23 février prochain, à Pamplona-Iruna. Nous y invitons fraternellement le NPA.

1. La Conférence internationale de paix de Aiete est une déclaration intégrale sur la paix au Pays basque, qui s'est tenue lundi 17 octobre 2011 à Saint-Sébastien. Aiete était l'ancienne résidence de Franco...

LE N°40 DE TOUT EST À NOUS! LA REVUE EST DISPONIBLE



Vous pouvez vous le procurer en envoyant un chèque de 4 euros à l'ordre de NSPAC à : Tout est à nous !, 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil Cedex. Pour vous abonner, remplissez le formulaire page 11.

MALI

Et l'intervention française Areva à point nommé

«L'intervention française est le résultat d'une urgence, mais une fois arrêtée l'offensive (des islamistes), nous devons mettre en œuvre la résolution 2085 dans toutes ses dispositions, dont le processus politique» (dixit L'ONU). Nous sommes désormais bien loin de l'objectif initial qui était de stopper les deux colonnes de pick-up qui se dirigeaient vers la ville de Mopti. Certes, c'eût été plus difficile d'obtenir un quasi-consensus national et international en déclarant: «la France intervient au Mali pour éradiquer les terroristes qui empêchent notre multinationale Areva d'exploiter l'uranium au Niger voisin en toute quiétude, et naturellement, l'armée française restera le temps nécessaire et dépensera l'argent sans compter...»

Déjà, du temps du colonialisme, les puissances occidentales se sont toujours parées pour leur intervention des vertus de civilisation, d'éducation et de bien-être des «indigènes», accompagnées en cela par une partie de la gauche. Sur la soixantaine d'interventions de la France en Afrique, le refrain est toujours le même: la protection des ressortissants et des populations civiles, la défense des libertés, un refrain entonné à l'unisson par l'élite politique et médiatique, à tel point qu'un syndicat de journalistes s'en est ému.

Qui sont les responsables ?

En effet, rares sont ceux qui pointent les responsabilités des dirigeants de la France dans la situation du Mali, soit en évoquant la guerre en Libye qui a transformé cette révolution naissante en une confrontation entre l'Otan et l'armée de Kadhafi déstabilisant la région, soit en soulignant le soutien à peine caché de la diplomatie française au MNLA (mouvement de libération nationale de l'Azawad), espérant qu'il garantisse la sécurité de la région contre les djihadistes. Rares aussi, ceux qui mettent en exergue le lien entre cette guerre et les intérêts d'Areva pourtant manifeste depuis que l'armée française vient de se déployer au Niger pour sécuriser ses mines d'uranium.

Cette guerre ne fait que conforter le pouvoir des dictatures africaines. Qui peut sérieusement imaginer que le Quai d'Orsay va exiger de Déby, qui fournit 2000 soldats tchadiens

aguerris au Mali, une enquête internationale sur la disparition d'Ibni Oumar Mahamat Saleh dans laquelle il est directement impliqué ou qu'il cesse l'enrôlement d'enfants soldats? Quel ministre français va protester contre la terrible répression qui s'abat sur les dirigeants de l'opposition togolaise, emprisonnés et torturés par la clique de Faure Gnassingbé qui envoie 733 soldats pour défendre... la liberté du peuple malien?

Le gouvernement français parle de la nécessité de déployer plus de trois mille hommes sur le terrain et nous apprend que cette opération a déjà coûté 30 millions d'euros, soit plus de la moitié de l'aide annuelle au développement dédié au Mali. Des sommes qui étaient introuvables pour les besoins sociaux tant en Afrique qu'en France et qui d'un coup peuvent être débloquées, sans que le Medef pourtant si sourcilieux quand il s'agit des dépenses de l'État y trouve à redire.

Une population prise dans l'étau

En trois semaines de guerre, de nombreuses exactions ont été enregistrées par les organisations de défense des droits humains. Les populations touarègues mais aussi arabes sont assimilées aux djihadistes, des exécutions sommaires ont lieu comme à Sevaré ou des dizaines de corps ont été jetés dans un puit. Les hiérarchies militaires française et malienne soutiennent qu'elles n'ont rien vu. Bref, une fois de plus, les crimes de guerre qui sont en train d'être commis sont relativisés ou ignorés. Pourtant, ils sont révélateurs du risque de

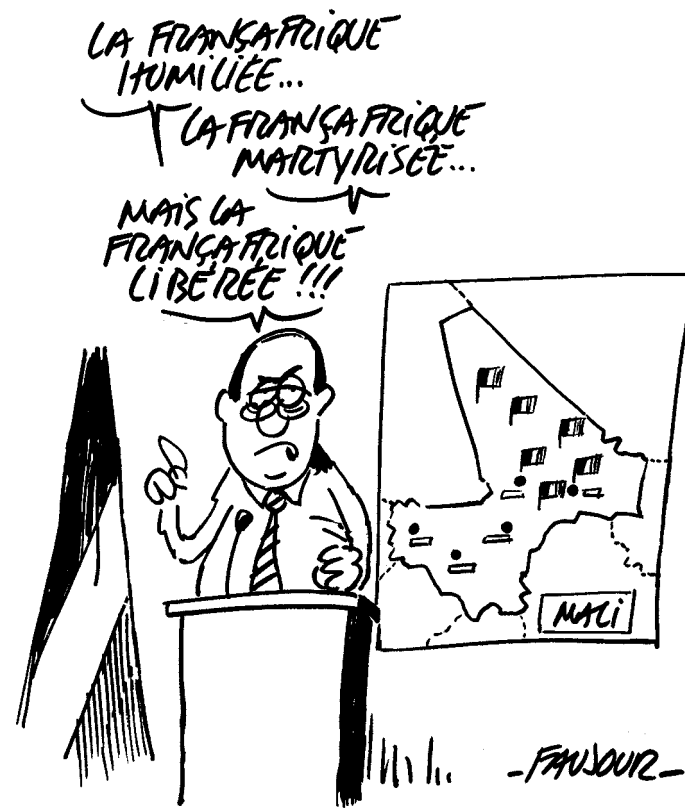
confrontation violente entre les communautés. L'intervention de la France peut pousser les différentes communautés à tenter de rebattre les cartes dans la région nord Mali dont les enjeux sont les différents trafics licites et illicites.

Les populations maliennes sont coincées entre des bandes mafieuses et/ou djihadistes qui n'hésitent pas à commettre les pires atrocités, et une classe dirigeante faillie et corrompue adossée à un impérialisme

français qui ne voit que son intérêt. Nous osons dire et soutenir qu'une troisième voie est souhaitable et possible. Elle passe par la mobilisation des populations et leur organisation pour la refondation politique du Mali où chacun et chacune aura sa place, quelles que soient son origine ou sa région.

Paul Martial

1. <http://www.afriquesenlutte.org/afrique-de-l-ouest/mali/article/mali-info-ou-intox>



Par Yvan Lemaitre

LE CHÔMAGE OU LE COÛT DU CAPITAL

Michel Sapin, ministre du Travail, relayé par les médias, a annoncé comme une bonne nouvelle qu'après 19 mois consécutifs de hausse, le nombre de chômeurs est resté quasi stable en décembre. Selon les chiffres publiés vendredi dernier par le ministère du Travail, il n'aurait progressé que de 345. Le nombre de personnes recherchant un emploi, qu'elles aient travaillé ou non dans le mois, a augmenté de 10200 pour atteindre 4627600 en métropole. Le ministre ose parler de «stabilité» tout en précisant qu'elle «ne marque pas une inversion de la tendance à la hausse».

Ces chiffres masquent la réalité. Ils ignorent tous les demandeurs d'emploi «invisibles», les radiés de Pôle emploi, soit pour défaut d'actualisation (209700 en décembre 2012), soit pour radiations administratives (46700, +24,5% sur un mois). En 2012, Pôle emploi a radié plus de 1200000 chômeurs qui n'auraient pas mis leurs dossiers à jour, auxquels s'ajoutent environ 50000 radiés pour non-respect des «règles de la recherche d'emploi».

En fait, le chômage ne cesse de s'aggraver, en particulier de longue durée. Le nombre de chômeurs inscrits depuis plus de 3 ans à Pôle emploi est aujourd'hui supérieur à un demi-million. À ces chiffres, il faut ajouter tous les demandeurs d'emploi oubliés des statistiques: les travailleurs en stage, en formation ou en maladie, mais dispensés de recherche d'emploi, les «contrats aidés»... Au total donc, plus de 5560 millions de chômeurs en France.

Et l'on apprend que les banques se portent à merveille. Elles viennent de rembourser avec deux ans d'avance un tiers des prêts que leur avait généreusement octroyés la BCE. Accumulation de masses de capitaux sans cesse croissantes d'un côté, chômage, misère, précarité et concurrence exacerbée sur le marché du travail de l'autre, une logique infernale de régression sociale. Le plus court chemin vers un nouvel épisode aigu de la crise que l'on ne pourra éviter qu'en imposant la répartition du travail entre toutes et tous, une revalorisation des salaires et en mettant les financiers et les grands patrons hors d'état de nuire.

APRÈS LA MANIFESTATION L'égalité des droits en marche

À défaut d'être le théâtre de confrontations directes, la rue semble être devenue le lieu d'un débat autour de l'égalité des droits. Entre les manifestations de l'extrême droite, dont le vernis de bienséance laisse paraître les velléités autoritaires, et celles, plus joyeuses, plus bigarrées, plus diverses politiquement aussi, de celles et ceux qui portent les revendications sur l'égalité, l'enjeu porte autant sur la loi que sur l'obtention d'une légitimité par les chiffres et par les caractéristiques démographiques.

Sur ce plan, force est de constater que les partisanEs de l'égalité gagnent haut la main, avec une manifestation massive (400000 personnes, 100000 en régions le week-end précédent, contre 60000 en décembre), jeune, familiale (et homoparentale), avec surtout une proportion très importante de personnes venues entre amiEs, en famille, de non-militantEs avec leurs propres pancartes, comme le 16 décembre et comme on n'en avait pas vu depuis longtemps dans les manifestations de masse.

Une visibilité nouvelle

La mobilisation autour de l'égalité des droits est ainsi l'occasion d'une politisation, d'une affirmation d'une partie importante des lesbiennes et des gays et de leurs soutiens. Après des années de «banalisation» où l'on a voulu nous faire croire qu'en apparaissant

dans des séries télé, les homosexuellEs étaient acceptés, la violence publique de l'homophobie face au projet de loi pour l'ouverture du mariage et de l'adoption a en un sens permis de lever cet écran de fumée médiatique.

Pour la première fois peut-être, la mobilisation de la communauté LGBT et de ses sympathisantEs se présente comme une évidence et gagne sans cesse du terrain, dans la rue comme dans les sondages (63% de personnes favorables à l'ouverture du mariage selon l'Ifop).

Mais rien n'est gagné

Présenté ces jours-ci à l'Assemblée nationale, le projet de loi d'initiative gouvernementale sera ensuite discuté au Sénat au mois de mars. La question de son adoption et de sa promulgation finale, même alors que le gouvernement a définitivement refusé

d'y intégrer le droit d'accès pour les lesbiennes à la procréation médicalement assistée, ne peut être considérée comme acquise alors que les homophobes appellent de nouveau à manifester le 3 février, et que les députés de droite ont déposé 5000 amendements pour lui faire obstruction.

L'audition de ces mêmes homophobes par le président de la République en personne - qui en même temps, rappelons-le, continue d'envoyer par le biais de la police et de la justice divers opposants de gauche en garde à vue, voire en prison -, est inadmissible et montre une fois de trop les tergiversations du gouvernement.

Au-delà de la mobilisation sur ce projet de loi précis, il faudra veiller à ce que cette dynamique ne s'essouffle pas après le vote, car de nombreuses batailles restent à gagner, comme le don de sang et d'organes pour les gays, les droits des trans... Et



PHOTOTHÈQUE ROUGE/MILO

les lois ne suffisent pas pour changer de société: on le voit avec le sexisme et le racisme, la fin des lois officiellement homophobes ne signifiera pas la disparition de l'homophobie.

Chloé Moindreau

ANNONCES GOUVERNEMENTALES

Sois jeune et accepte n'importe quel boulot!

François Hollande a prononcé ses vœux à la jeunesse le 23 janvier à Grenoble, ville où la ministre de l'Enseignement supérieur Geneviève Fioraso s'est illustrée dans son œuvre de rapprochement des universités et des entreprises.

Le même jour, Vincent Peillon a présenté son projet pour l'enseignement secondaire : des parcours individualisés et la mise en adéquation de l'orientation avec « les besoins prévisionnels des entreprises ». Loin de donner accès à des suivis personnalisés et à des enseignements adaptés aux besoins de chaque jeune, cette individualisation accentue les inégalités et l'adaptation aux besoins spécifiques d'un poste, voire d'une seule entreprise. Des représentants patronaux siègeront même dans les conseils d'administration des lycées pour « aider » à proposer des projets. Et ce n'est sûrement pas avec les cours d'éducation morale et laïque que les élèves apprendront le droit du travail !

Chair à patron

Selon un rapport de l'Institut national de la jeunesse et de l'éducation populaire (INJEP) rendu début janvier, 22,5% des 18-25 ans sont pauvres (contre 13,5% de la population). Hollande a beau annoncer une « réforme originale et lourde » sur l'accès au logement des jeunes, sa « garantie universelle et solidaire des risques locatifs » n'est rien d'autre qu'une amélioration du Loca-pass... qui existe depuis les années 50 ! Jean-Marc Ayrault a annoncé des mesures plus concrètes le 21 janvier, avec son « plan quinquennal » contre la pauvreté. Dans la lignée des contrats « de génération » et « emplois d'avenir », le Premier ministre veut créer dans les zones urbaines sensibles des « emplois francs », c'est-à-dire exonérés de cotisations sociales. Un « contrat d'insertion » est également prévu pour 100 000 jeunes non qualifiés de 18 à 25 ans, qui s'engageront à accepter n'importe quelle offre d'emploi pour toucher 450 euros de RSA. Les organisations les plus à l'offensive contre le Contrat première embauche (CPE) en 2006, notamment l'Unef, refusent toute initiative contre le gouvernement, tout elles ne le suivent pas carrément. Dans les lycées, les facs et les boîtes, il est temps de regrouper les jeunes qui refusent l'alternative chômage-précarité !

JB Pelé

Ayrault et ses bonnes œuvres

PAUVRETÉ

Le Comité interministériel contre l'exclusion a adopté, le 21 janvier, le plan de lutte contre la pauvreté, sur les bases des propositions de la conférence de décembre dernier et après six mois de concertations. Un prétendu « pacte de solidarité », quelques gestes de charité qui ne coûteront rien à l'État...

Ce plan prétend s'attaquer à l'exclusion sociale tant dans le domaine de l'emploi que du logement ou de la santé. Vaste programme pour lequel l'État dépensera 2,5 milliards d'euros par an à partir de... 2017. D'ici là, le financement des 61 mesures annoncées sera pris sur les budgets des différents ministères concernés. Ayrault a même lourdement insisté : « il n'y aura pas de nouveaux prélèvements ». Autant dire que ce plan n'est que de la poudre aux yeux destiné à donner l'illusion que le gouvernement se préoccupe de la pauvreté qui fait de plus en plus de ravage.

Des aumônes

Le RSA de base auquel ont droit celles et ceux qui n'ont aucune ressource devrait être revalorisé de 10% d'ici 2017 et la première hausse de 2% sera effective en septembre 2013. 2% de 418 euros par mois, moins que des miettes ! Le plafond de ressources permettant l'accès à la couverture médicale universelle (CMU) et à une

complémentaire sera rehaussé. 750 000 personnes supplémentaires pourraient ainsi, d'après Ayrault, en bénéficier, soit 250 000 de plus que ce qui avait été annoncé en décembre, sans que personne ne puisse dire ce qui explique cette augmentation si ce n'est l'effet d'annonce.

Une « garantie jeune » devrait être testée dans dix territoires, en septembre, avant sa généralisation en 2014 et permettrait aux jeunes isolés, sans emploi ou formation entre 18 et 25 ans de toucher l'équivalent du RSA.

Même absence de mesures un tant soi peu sérieuses concernant le logement. Ayrault a confirmé l'engagement du gouvernement de construire 150 000 logements sociaux par an pendant le quinquennat. Il a promis 9 000 places d'hébergement d'urgence supplémentaires dont 4 500 Cada, centre d'accueil pour demandeurs d'asile. Parmi ces places figurent celles des centres d'hébergement qui resteront ouverts après l'hiver.

Ces quelques timides mesures sont accompagnées de multiples promesses et déclarations d'intention

qui ne coûtent rien : le renforcement de l'accès des enfants de familles modestes aux crèches (avec notamment un quota de 10% minimum dans chaque crèche) ou encore une hausse de l'allocation de soutien familial (ASF) pour aider les familles monoparentales...

Les riches, financiers et patrons, peuvent être rassurés, ces mesures ne « viendront pas aggraver le déficit public mais font partie des choix à faire », selon la formule du Premier ministre.

Chère que, aujourd'hui promu Inspecteur général des affaires sociales (IGAS) qui a « tourné la page du syndicalisme » a été nommé « Monsieur pauvreté ». The right man at the right place pour veiller à la bonne distribution des aumônes !

Et dans ces jeux de rôle ridicule, le bon apôtre Wauquiez n'a pas manqué de jouer sa partition en dénonçant « le cancer de l'assistanat ». Entre les francs hypocrites et les vrais salauds, il y a le chemin de la lutte pour une autre répartition des richesses.

Yvan Lemaître

Des statistiques accablantes

Dans son dernier rapport, Eurostat, organisme européen de statistique, constate que « de manière générale, les pays soumis à des cures d'austérité drastiques, le plus souvent pour accompagner un plan d'aide européen, ont vu leur taux de chômage grimper en un an : il est ainsi passé de 18,9% à 26% en Grèce et de 14,1% à 16,3% au Portugal. Ces taux très élevés contrastent avec ceux observés en Autriche (4,5%), au Luxembourg (5,1%), en Allemagne (5,4%) et aux Pays-Bas (5,6%) ». Au total, 26 millions de personnes étaient au chômage dans l'UE en novembre, soit 154 000 de plus qu'en octobre et 2 millions de plus qu'un an auparavant. « Il semble hautement probable que le taux de chômage dépasse clairement les 12% au cours de 2013 ». Le taux de chômage des jeunes était de 24,4% en novembre, avec des pics à 57,6% en Grèce et 56,5% en Espagne. Cette hausse continue du chômage s'accompagne d'une augmentation tout aussi continue de la pauvreté. En France aujourd'hui, 8,6 millions de personnes vivent en dessous du seuil de pauvreté.

Y.L.



RELATIONS FRANCO-ALLEMANDES À l'heure de la crise de l'Euro

« 50 ans d'amitié » : le grand cirque officiel est lancé. Le traité de l'Élysée scella en effet à la réconciliation et le démarrage du moteur de l'unification européenne. Mais aujourd'hui, derrière les grandes proclamations, il y a la crise, dont le déclin inexorable de l'enseignement de la langue de l'autre est la manifestation tangible...

Depuis le début des années 80, les capitalistes français ont commencé à perdre des positions par rapport aux Allemands. Une augmentation considérable du déficit commercial entraîna un affaiblissement du franc. La menace d'un bradage de l'industrie planait. Mitterrand appuya sur le frein et engagea très tôt des discussions avec le gouvernement allemand (c'est-à-dire bien avant l'effondrement de la RDA) en vue d'aboutir à une monnaie commune à l'intérieur de la communauté européenne. C'est à ce moment que

fut donné le coup d'envoi de l'union monétaire, et non pas comme on le dit parfois dans une tractation entre Mitterrand et Kohl lors de la chute du Mur, « réunification contre abandon du Mark ». Tout en consentant un effort énorme en direction de ses nouveaux Länder de l'Est, le capital allemand a pu très largement bénéficier de la monnaie unique, en réussissant à imposer aux salariés des régressions. Ce fut le fameux Agenda 2010 du gouvernement SPD-Verts sous Schröder. L'excédent du commerce extérieur allemand avec la seule la

zone euro est maintenant de l'ordre de 850 milliards d'euros. Mais avec l'échec de l'euro comme contre-projet face au dollar, c'est la force qui poussait à intensifier la relation particulière entre la France et l'Allemagne qui disparaît. Du fait des trop grandes oppositions entre capitaux nationaux, la tendance en Europe est donc à la dispersion.

Le tournant

Jusqu'à maintenant l'Allemagne avait grandement bénéficié de l'union monétaire et pouvait limiter l'impact de la crise. Mais

plus il y a de pays touchés, plus la crise s'approche de l'Allemagne. Le développement de la crise économique en France est un élément clé. Avec elle, sont progressivement sapées les bases de la relation privilégiée entre la France et l'Allemagne, car la France n'a tout simplement pas la capacité de poursuivre la politique de Merkozy de la même manière. Elle va donc faire tout son possible pour obtenir une mise en commun de la dette. Un échec de l'euro serait un revers aux conséquences absolument dévastatrices pour le grand capital

allemand et « l'amitié franco-allemande ». La monnaie allemande devrait être réévaluée d'au moins 30%. Mais quoi qu'il en soit, les conditions qui permettaient une alliance privilégiée – et donc une politique européenne commune – entre la France et l'Allemagne sont en train de disparaître. Reste la nécessité de construire une solidarité de combat des exploités, par exemple dans la lutte commune contre les suppressions d'emploi dans l'automobile, chez Opel à Bochum comme chez PSA à Aulnay.

Pierre Vandevoorde

IRAN

La modernité face à la dictature

Du fait de son régime politique despotique, d'une rare violence, et par la nature rétrograde des lois islamiques qui la régente, la société iranienne dans son ensemble est souvent présentée comme une société pré-moderne, vision assez répandue qui laisse à penser que son développement serait conditionné à une transition démocratique.

Du coup, le discours de l'opposition libérale, qui accorde à la question de la modernité une place centrale dans le débat politique, tend à se faire entendre et à trouver un certain soutien à l'extérieur. Et pourtant, les données économiques et sociologiques viennent contester cette représentation d'une société « traditionnelle et archaïque » que les dignitaires religieux font véhiculer, et qui contribue à mettre en relief la critique libérale.

Un pays moderne

La réforme agraire du début des années 1960 fit passer pleinement le pays à l'économie capitaliste. L'exode rural, qui a explosé à cette époque, n'a jamais cessé de croître jusqu'à aujourd'hui où le taux d'urbanisation dépasse 75%. Six grandes villes comptent plus d'un million d'habitants. Téhéran, la capitale, en recense plus de 8 millions. Le faible développement de l'industrie n'empêche pas le PIB par habitant (PPA) d'être estimé à 11 570 dollars en 2009 (à titre de comparaison, la même année le PPA est de 33 349 dollars en France et de 5933 dollars en Égypte). La pyramide des âges montre une population très jeune composée à plus de 70% de moins de 35 ans. Le taux d'alphabétisation y est supérieur à 80%. En dépit de la ségrégation sexuelle et des lois répressives et inégalitaires qui frappent les femmes en Iran, la nouvelle génération de femmes assure une présence remarquable dans les études supérieures où elles sont majoritaires, à contre-tendance d'un marché du travail largement masculin.

Un système inégalitaire

Les disparités de revenu sont très contrastées. Le coefficient de Gini, qui mesure le degré d'inégalité dans la distribution des revenus, avoisinait les 40% en 2005 (contre 33% en France à la même époque). Depuis, la crise économique et les sanctions internationales n'ont fait qu'accroître la misère des plus démunis. Le revenu minimum, équivalent du smic, est fixé au tiers du seuil de pauvreté, et le code du travail ouvrant le droit à la sécurité sociale, n'est appliqué que dans les entreprises qui

emploient plus de 10 salariés (seulement 20% de l'ensemble des travailleurs sont embauchés dans des entreprises ayant plus de 20 salariés). Des régions entières de province sont maintenues dans un état de pauvreté extrême. Dans un pays qui compte environ 12 millions d'enfants en âge d'être scolarisés, 3 millions d'entre eux se retrouvent à errer dans les rues. Certains travaillent temporairement pour contribuer au revenu familial, d'autres sont véritablement livrés à eux même.

Une nécessaire révolution sociale

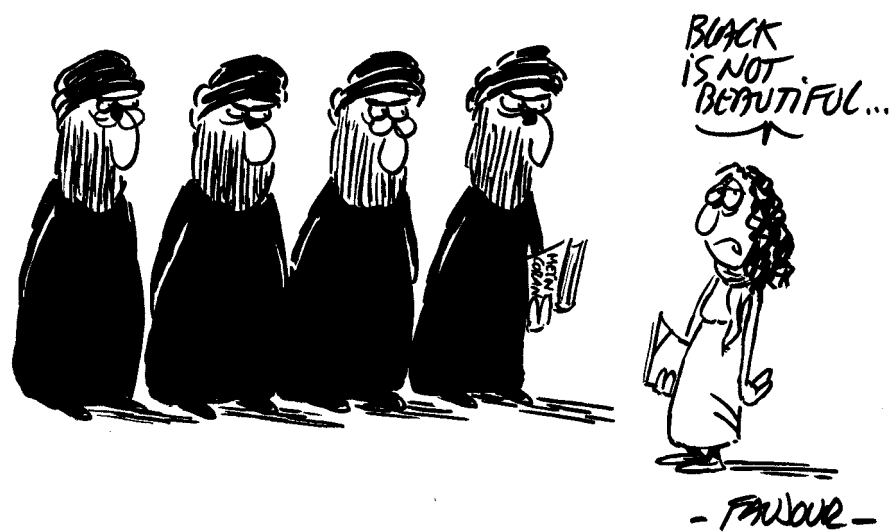
Ces facteurs sociologiques et économiques témoignent du fait que l'acte majeur que doit accomplir la société iranienne n'est pas une transition vers la modernité, mais bien une révolution sociale. Il y a des décennies que la société iranienne a fait son entrée dans l'ère moderne. L'urbanisation, l'élargissement de l'éducation, le changement de la structure familiale se sont accomplis sans que ces évolutions dans la société n'aient été accompagnées d'une démocratisation et d'une laïcisation de la structure politique. Ces évolutions se sont même

produites sous une dictature des plus féroces. Plus généralement, avec l'essor du néo-libéralisme, les modèles de développement qui valorisaient la démocratie ont été refoulés au profit d'un modèle d'État autoritaire jugé nécessaire au développement économique et à la modernité. Le discours selon lequel la modernité est une unité organique combinant économie de marché, démocratie et laïcité, et rationalisme, a volé en éclat.

Autoritarisme politique et fondamentalisme traditionnel sont aujourd'hui les gardiens de l'économie de marché. La République islamique fut l'État dont le capital a eu besoin, à une période de son développement, pour faire face aux tremblements sociaux-politiques, et l'islam le récipient idéologique de toutes les politiques garantes du fonctionnement du capitalisme en Iran : préserver la propriété privée et maintenir l'ordre social, réprimer les travailleurs en lutte et éliminer les communistes hérétiques. Pour se débarrasser de ce régime meurtrier qui s'est installé dans la durée, la révolution sociale demeure la seule alternative possible.

Foad Ardalan

LE RÉGIME DES MOLLAHS A 34 ANS



GRÈCE

Coup de force contre le droit de grève!

On le savait : le gouvernement de la « troïka intérieure », avec comme Premier ministre le dirigeant de la droite, le nationaliste Samaras, épaulé par le Pasok et Dimar, scission droitière du Synaspismos, est en place pour imposer à tout prix les mesures de misère voulues par la bourgeoisie européenne. D'où une répression sauvage contre les manifestations, des scénarios mal ficelés d'intervention contre tout ce qui bouge à gauche, et donc actuellement une campagne d'intox massive contre les travailleurs du métro athénien. Ceux-ci osent refuser de voir baisser encore leurs rémunérations (ce qui se traduit par : « ils veulent garder leurs privilèges »!) et ont lancé une grève de plus de 8 jours. Après avoir fait déclarer illégale la grève, Samaras et Cie ont décrété la réquisition des travailleurs du métro, mesure réservée au temps de guerre ou de risque sanitaire pour la population, avec menace de licenciements pour les réfractaires.

Face à cette mesure anticonstitutionnelle, la solidarité s'organise : grève dans les autres transports et manifs de soutien. Mais la direction confédérale de GSEE ne tient pas à aller trop loin, dans une situation qui lui échappe. Ainsi, le secrétaire du syndicat du métro, présent sur les listes d'Antarsya aux dernières législatives, fait partie de ces milliers de syndicalistes autrefois membres des courants syndicaux du Pasok et qui évoluent aujourd'hui massivement à gauche.

Organiser la défense démocratique du droit de grève et la solidarité pour la victoire des revendications des grévistes prend donc un caractère urgent.

Le 31 janvier, le secteur public grec est appelé à la grève de solidarité par leur fédération Adedy.

A. Sartzekis

ÉLECTIONS EN ISRAËL Un centre vide de sens

On n'attendait pas grand chose de ces dernières élections car il ne faisait aucun doute que Nentanyahou serait réélu à la tête de l'exécutif, et que les chances du centre gauche (Kadima et travaillistes) de remonter la pente restaient minimes. Pourtant, une fois de plus, l'électorat israélien a surpris les soi-disants experts et les sondeurs professionnels.

L'extrême droite au pouvoir – le bloc Netanyahu-Lieberman – ainsi que le parti fasciste Puissance à Israël (sic) se sont attrapés une claque et passent de 46 sièges à 31 (sur 120 députés), une défaite que personne n'avait prévue. Ne nous réjouissons pourtant pas trop vite : une partie de ces voix perdues est allée renforcer le parti religieux d'extrême droite La Maison Juive qui passe de 3 députés à 12. La défaite de la droite est donc toute relative.

Un parti pour ne rien dire

La grande surprise de ces élections est le résultat obtenu par Yair Lapid – un très populaire présentateur de télévision – et sa toute nouvelle formation Il y a un futur : 19 députés pour un parti qui n'existe que depuis quelques mois... et qui n'a strictement rien à dire, sur rien. Si le mouvement social de l'été 2011 se définissait par le slogan « mouvement social et non politique » (c'est-à-dire qui n'exprime aucune

opinion sur le conflit israélo-arabe), pour Yair Lapid, qui a pourtant surfé sur la volonté de changement qu'exprimait ce mouvement et sur l'aspiration des jeunes Israéliens à rompre avec la vieille politique, c'est ni politique ni social. Ni-ni, cela résume le programme électoral d'Il y a un futur : ni droite ni gauche, ni paix ni guerre, ni pour la colonisation ni contre.

Yair Lapid, c'est Israël 2013, ou plutôt les classes moyennes ashkenazes et non religieuses de Tel Aviv et sa grande banlieue, dénuée d'idéologie et dont les seules valeurs sont la modernité occidentale, la réussite sociale et la consommation. Yair Lapid c'est l'escapisme par excellence – l'expression de la volonté de se soustraire à cette société – et le mépris déclaré des pauvres, à peine camouflé sous les oripeaux de l'anticléricalisme.

L'unique slogan électoral d'Il y a un futur a été : « Partage équitable du fardeau », ce qui en hébreu-israélien signifie : service militaire obligatoire pour tous, y

compris les ultra-religieux, et réduction des aides sociales aux plus pauvres. Contrairement à certains commentaires rapides, Yair Lapid c'est la droite sociale décomplexée, et c'est d'autant plus triste que de très nombreux Indignés de l'été 2011 ont voté pour lui. Par rapport à l'occupation coloniale, au conflit israélo-arabe, au risque d'une guerre préventive contre l'Iran, Lapid n'est ni de droite ni de gauche – ça ne l'intéresse tout simplement pas. Ce qui explique évidemment pourquoi il n'a eu aucun problème à accepter de siéger au gouvernement d'extrême droite de Netanyahu-Lieberman.

Une cassure sociale

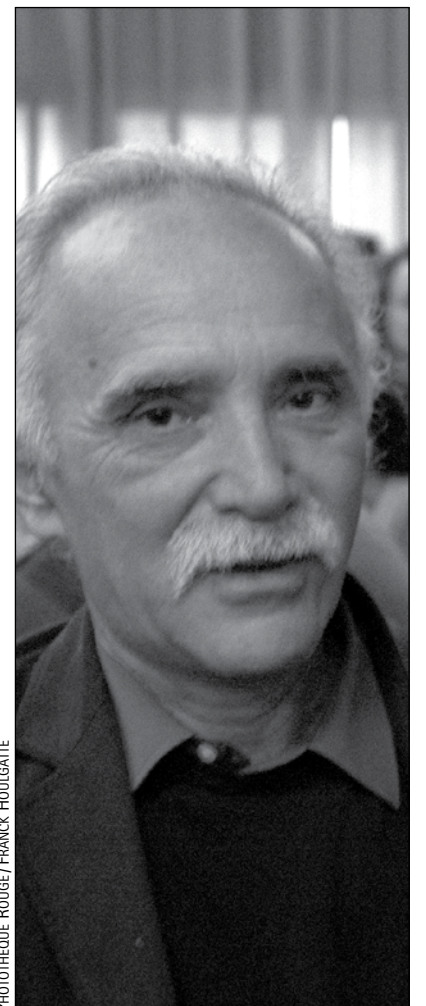
Mais tout n'est pas joué, loin s'en faut : soit Lapid met de l'eau dans son vin aigri et accepte la présence des partis ultra-religieux au gouvernement, risquant de perdre sa légitimité aux yeux de son électorat, soit il impose à Netanyahu de se défaire de ses alliés traditionnels, auquel cas Israël

va connaître, pour la seconde fois dans son histoire, une grave cassure sociale. Car ce n'est pas de religion qu'il s'agit mais de partis représentants les couches les plus pauvres de la population (juive).

Si le Shass (religieux sepharades) et Yahadut Hatora (religieux ashkenazes) se retrouvent dans l'opposition, Netanyahu et Lapid feront vite l'expérience, douloureuse pour eux, d'une opposition populaire mobilisée dans la rue pour défendre ses acquis, au côté de laquelle les mobilisations des jeunes Indignés de l'été 2011 auront l'air d'un happening sympathique et inoffensif.

Netanyahu a promis aux oligarques de la finance qui l'ont soutenu des réformes structurelles, c'est-à-dire des coupes budgétaires douloureuses pour les couches populaires. Pour faire passer la pilule, il aura besoin de la collaboration des partis religieux. Mais alors, Yair Lapid risque bien d'être un fardeau, malgré ses 19 députés.

Michel Warschawski



PHOTOHÉQUE ROUGE / FRANK HOLLIGATE

Tunisie

Flux et reflux

Le 17 décembre 2010 à Sidi-Bouazid, le geste désespéré de Mohamed Bouazizi résume les souffrances de tout un peuple : celle des jeunes ne trouvant, au mieux, que des petits boulots, celle de l'arbitraire policier et mafieux, celle du chômage et de la misère frappant particulièrement les régions de l'intérieur, celle résultant de la ruine de l'agriculture vivrière suite aux accords de libre-échange.

Rapidement se mobilisent tous ceux qui veulent en finir avec le régime. La gauche de l'UGTT impulse des grèves générales régionales et, le 14 janvier 2011, l'armée décide enfin de lâcher Ben Ali. D'un seul coup, des millions de personnes osent enfin parler de politique pour la première fois, dévastant ou s'emparant de bâtiments symbolisant la dictature, ainsi que de biens appartenant à la mafia antérieurement au pouvoir.

Reprise en main

Face à l'embryon de pouvoir populaire issu de la révolution, les politiciens bénalistes constituent, par en haut, des gouvernements provisoires successifs. Mais les mobilisations continuent et finissent, le 27 février 2011, par les faire démissionner. Une partie de ceux qui s'étaient mobilisés depuis plusieurs mois relâchent alors leurs efforts, et le nouveau Premier ministre Caïd Essebsi manœuvre habilement. Il parvient notamment à engluer dans un cadre institutionnel la plus grande partie des forces ayant participé à la révolution. Le Front du 14 janvier qui regroupe les organisations politiques les plus à gauche se disloque. Déboussolée, la moitié de la population ne va même pas voter, le 23 octobre 2011, aux élections à l'Assemblée constituante. Les forces ayant participé au Front du 14 janvier, et qui auraient pu arriver à la seconde place aux élections en présentant des listes communes, subissent un cinglante défaite.

Avec 18% du corps électoral ayant voté pour eux, les islamistes d'Ennahdha obtiennent 41% des sièges à l'Assemblée constituante et dirigent depuis lors le gouvernement. Simultanément, les milices islamistes multiplient menaces et attaques, notamment contre les femmes et la liberté d'expression.

Renouveau de la contestation

La politique économique et sociale du gouvernement se situe dans la continuité de celle de l'ancien régime et des gouvernements transitoires qui lui ont succédé. Face à celle-ci, on assiste depuis février 2012 à une reprise des mobilisations, notamment parmi les jeunes et les régions désertées de l'intérieur où les grèves générales se multiplient. Incapable de répondre aux revendications, le pouvoir utilise la répression. Des milices islamistes attaquent les locaux de l'UGTT, comme en février 2012, ou le 4 décembre 2012. De son côté, le Premier ministre déchu Caïd Essebsi cherche à regrouper derrière lui toutes les forces opposées à Ennahdha. Il est notamment rejoint par de nombreux anciens cadres du parti de Ben Ali.

Face à cette bipolarisation, les forces qui avaient participé au Front du 14 janvier se ressaisissent et reconstituent à l'été 2012 un Front ouvert à toutes les forces refusant à la fois la politique des islamistes et celle des nostalgiques de Ben Ali et de son prédécesseur. Mettant toutes ses forces au service du développement des luttes, ce nouveau Front espère également incarner cet espoir dans les prochaines élections.

Dominique Lerouge

RÉVOLUTIONS ARABES: SAISON III



Il y a 2 ans commencent LES RÉVOLUTIONS dans le monde

Dossier réalisé par la commission internationale du NPA

Région arabe, une Ola de révolutions. Ben Ali, Moubarak, Kadhafi et Saleh ont été chassés du pouvoir, écartés par des processus à l'initiative de populations qui vivaient autrefois dans la peur et se tenaient à l'écart des luttes et du militantisme. Le processus révolutionnaire démarré il y a deux ans est toujours en marche avec des flux et des reflux.

La vague, partie de Tunisie, a touché quasiment tous les pays de la région. Ces mouvements sont pacifiques, mixtes, et mobilisent des populations entières qui n'avaient pour l'essentiel jamais manifesté de leur vie. Leur dimension sociale est patente. Les chômeurs, parfois diplômés, et les travailleurs précaires en sont le fer de lance, rejoints par une jeunesse aspirant à en finir avec des dictatures inamovibles. Quand ils s'organisent, ces mouvements, qui ne sont guidés ni par une idéologie particulière, ni par un parti politique, ni par un État étranger, se dotent de structures horizontales et collectives afin de rendre efficaces leurs mobilisations malgré la répression, de diffuser l'information et de réorganiser la vie sociale. En Syrie, la répression implacable et le phénomène de désertion de militaires ont mené à la constitution d'une armée chargée de protéger les manifestants et les populations. Des zones libérées y sont administrées par les populations elles-mêmes.

Dans nombre de ces pays, des minorités opprimées de ces pays, sexuelles, sociales, immigrées, ethniques, etc, se saisissent de cette opportunité pour exprimer des revendications spécifiques. Enfin, s'est ouvert récemment un nouveau front, celui des luttes écologiques.

Barheïn

Une révolte qui ne s'éteint pas

On y dénombre aujourd'hui au minimum 85 morts de la répression entre février 2011 et novembre 2012 : des décès dus à des tirs de chevrotine (17), à des gaz asphyxiants (43), des morts sous la torture (au moins cinq)... Depuis le 14 février 2011, trois jours après la chute d'Hosni Moubarak en Égypte, un mouvement de contestation massif s'est levé au Bahreïn. Si la marginalisation de la majorité chiite de la population par une monarchie sunnite (au pouvoir depuis 1752) joue un rôle dans sa genèse, le mouvement n'est pas de nature confessionnelle, mais soutenu par des sunnites progressistes et des syndicats.

Une répression bien formée...

Jusqu'au 14 mars de la même année, la «Place de la Perle» dans la capitale Manama était constamment occupée, à l'instar de la célèbre place Tahrir. Ensuite, à partir de mars 2011, une répression massive – épaulée par l'Arabie saoudite voisine – s'est abattue sur les opposants. Pendant les premiers affrontements, l'opinion publique occidentale pouvait entendre parler pour la première fois de l'aide à la répression massive dont bénéficiait la monarchie bahreïnienne. Le gouvernement britannique annonça ainsi le 18 février 2011 qu'il annulait

ses 44 contrats de livraison de «matériel de sécurité» au régime du Bahreïn.

Dans la même semaine, on apprit noir sur blanc, par des publications gauchistes comme *le Figaro* et *le Point* que les autorités policières françaises avaient jusque-là formé la Garde royale et la police anti-émeute au Bahreïn. Des forces de répression qui allaient se mettre de bon cœur à la tâche, à partir de la mi-mars 2011, pour siffler la fin de l'essor contestataire et démocratique dans le royaume.

La contestation persiste

Visiblement, le rôle de la France ne s'est néanmoins pas arrêté en février 2011. Le «Rapport sur les exportations d'armes de la France», publié en novembre 2012, comporte pour l'année précédente des livraisons au Bahreïn à hauteur de 26 millions d'euros. Un marchand d'armes français, la société

Alsetex, fournit (selon l'ONG «Bahreïn Watch») régulièrement des munitions de type lacrymogène, sonore, poivre, fulgurant... et autres.

Dans le pays même, la contestation ne faiblit pas jusqu'à aujourd'hui. Au moins toutes les semaines, des affrontements ont lieu. Comme récemment le 18 janvier 2013 (dénommé «Vendredi de la dignité») à Manama, les 23 et 24 janvier à Sitra et Maameer ou encore le 25 janvier à Manama.

Le mercredi 25 janvier dernier, le roi en exercice – sultan Hamad – avait exigé des partis politiques d'opposition (dont le Wefaq, représentation de la majorité chiite) qu'ils reprennent «le dialogue» avec son pouvoir répressif, et renoncent à leurs manifestations. Celle du 25 janvier fut interdite, mais eut lieu néanmoins, avant d'être dispersée violemment. La révolte continue.

Bertold du Ryon



commençaient MUTATIONS arabe



REUTERS / MOHAMED ABD EL GHANY

Égypte

Malgré des hauts et des bas, la révolution continue!

Résumé de l'intervention de Hany Hanna lors de la réunion d'information ayant eu lieu à Paris le 15 janvier 2013 à l'initiative de l'Union syndicale Solidaires, le Cedetim et Attac.

Un début prometteur

Dans la foulée de la révolution tunisienne, la révolution égyptienne a commencé le 25 janvier 2011 par des manifestations initiées par des jeunes. Les Frères musulmans prennent le train en marche, puis acceptent de négocier seuls avec le pouvoir. Face aux manifestations et au développement considérable des grèves, l'armée destitue Moubarak le 11 février.

La confiscation de la révolution par les militaires

Comme l'armée n'avait pas tiré sur la foule, la majorité des révolutionnaires lui ont fait confiance pour assurer la période de transition. Mais moins d'un mois après la chute de Moubarak, la police militaire disperse par la force les occupants de Tahrir. Le 19 mars, le référendum sur la Constitution provisoire donne au Conseil militaire une base légale pour assurer la Présidence de la république. Dès le 23 mars, les grèves sont criminalisées et des travailleurs en lutte sont traduits devant les tribunaux militaires. Dans un contexte de redémarrage des grèves et de persistance de mobilisations de rue, la répression se déchaîne. Celle-ci est approuvée par les Frères.

Compétition et compromis entre les islamistes et les militaires

➔ Les élections législatives (du 28 novembre 2011 au 10 janvier 2012) donnent une très large victoire aux islamistes. La nouvelle Assemblée nationale déçoit. Rapidement la concurrence pour le pouvoir se développe entre les Frères et les militaires.

➔ Lors des élections présidentielles de mai 2012, la bataille fait rage entre les Frères et les militaires. Au premier tour (23 et 24 mai 2012), le total des voix refusant à la

fois les militaires et les islamistes se retrouve en seconde position, mais elles se dispersent entre quatre candidats. Le mieux placé d'entre eux, Hamdine Sabahi rate d'environ 2% sa présence au second tour (16 et 17 juin). Le seul choix laissé aux électeurs est alors entre les Frères et les militaires! Au second tour, c'est finalement Morsi, candidat des Frères qui l'emporte. Il conclut un accord avec les militaires laissant des prérogatives exorbitantes à l'armée.

La reprise des mobilisations et le durcissement du pouvoir

Parvenu au pouvoir, le Président islamiste ne tient aucune de ces promesses, et à partir du 2 octobre, les manifestations et les grèves repartent de plus belle. Elles n'ont pas cessé depuis. Face à cela, le pouvoir manifeste une nervosité croissante envers l'opposition. Par une déclaration constitutionnelle qu'il émet le 21 novembre 2012, Morsi se donne de véritables pouvoirs dictatoriaux. Très rapidement, des manifestations de protestation ont lieu dans tout le pays. Il y a certains jours autant de monde dans la rue et sur la place Tahrir que pendant les jours ayant précédé la chute de Moubarak. Les milices des Frères dispersent par la force le sit-in devant le palais présidentiel et torturent des manifestants. Morsi organise à la va-vite un référendum par lequel le Oui l'emporte avec 64% des suffrages exprimés, dans des conditions de fraudes massives.¹ Le compromis passé entre les islamistes et les militaires est entériné dans la Constitution.

1. D'après le président de l'Organisation égyptienne des Droits de l'homme, ce serait le Non qui l'aurait en réalité emporté, et il n'est pas le seul à dire cela. On ne connaîtra sans doute jamais la vérité, mais il est

certain que la fraude n'a jamais été aussi importante depuis la chute de Moubarak. Des cas sont par exemple signalés où, après avoir voté, des Frères ont fait à nouveau la queue de façon à empêcher d'autres personnes de voter. Dans les circonscriptions favorables aux islamistes, le vote a été prolongé jusqu'à 23 h, alors que dans des circonscriptions qui ne l'étaient pas le vote s'était arrêté à 19 heures.

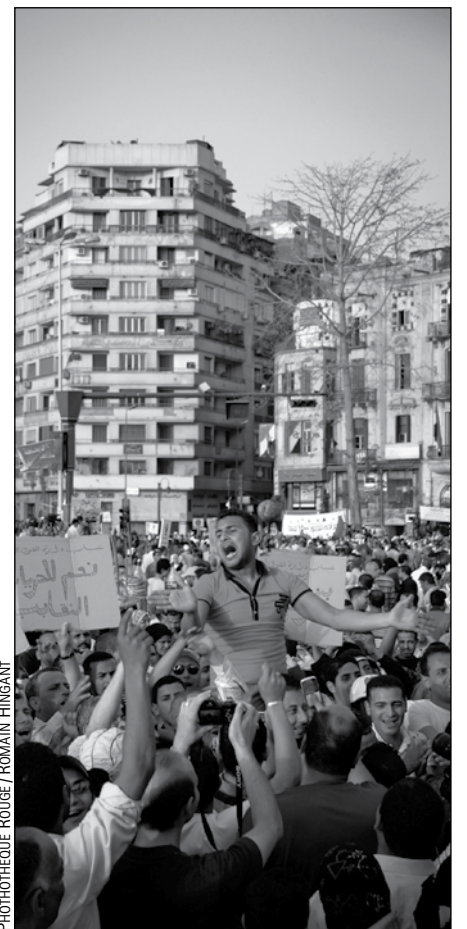


PHOTO THÉRIQUE ROUGE / ROMAIN HINGANT

Syrie ★ ★ ★

L'auto-organisation du mouvement populaire

Le mouvement populaire syrien ne s'est retiré ni des rues, ni des universités, ni des lieux de travail, contrairement à ce qui se dit, et ce en dépit de la répression violente et multiforme du régime, politiquement et militairement. Les principales formes d'organisation sont les comités populaires de coordination au niveau des villages, des quartiers, des villes et des régions. Ces coordinations révolutionnaires sont le fer de lance du mouvement de réserve populaire pour les manifestations. Se sont développées aussi des formes d'autogestion reposant sur l'auto-organisation des masses dans les zones libérées du joug du régime. Des conseils populaires élus ont émergé,

pour gérer ces dernières, démontrant du même coup que le régime est à l'origine du chaos et non le peuple. Des administrations civiles y ont été mises en place à cause de l'absence de l'État, pour accomplir les missions de ce dernier dans divers domaines, écoles, hôpitaux, routes, ou services de l'eau, de l'électricité et des communications. Ces administrations civiles sont nommées par l'élection et le consensus populaires et leur mission essentielle consiste à fournir les services de la fonction publique, de la sécurité et de la paix civile. [...]

Source: Poursuite de la résistance du peuple syrien, la révolution populaire permanente, J. Dhaher, La ligne de Front n°11 (traduit de l'arabe, LT)

Yabroud libérée gère ses propres affaires

Du fait de l'extension de la révolution aux villes syriennes, les institutions du régime se sont rétractées et les prestations de services aux citoyens ont cessé, conduisant les habitants à chercher des alternatives aux institutions officielles. La population de Yabroud s'est choisie «Le conseil civil de Yabroud» à qui il incombe de veiller à l'ordre public et d'assurer la gestion de la vie quotidienne. Abou Mahmoud, Président du conseil, commente dans un entretien avec le correspondant de *Al Anadhoul* le mécanisme d'action du conseil: «Le conseil se compose de bureaux (santé, enseignement, ingénierie, secours, droit, information), reposant sur des spécialistes qui choisissent trois représentants qui participent aux réunions mensuelles du secrétariat général du Conseil où on discute les dossiers au niveau de la ville». La commission législative et juridique,

sommet de la hiérarchie administrative du Conseil, émet les décrets et juge les contrevenants. Une patrouille de sécurité, constituée pour appliquer les décisions de ladite commission, comprend un responsable civil, des éléments et des officiers de police dissidents du régime. Le Conseil fixe les prix des produits de base tels le pain ou le fioul de chauffage et combat le monopole des produits de base. L'affluence des déplacés (plus de 1 500 familles) à Yabroud a amené le bureau de secours à garantir leur logement, le chauffage et les vêtements. Les bureaux relevant du Conseil mènent leurs activités selon leur compétence. Celui de la santé organise le travail de l'hôpital gouvernemental et coordonne les rotations des médecins pour garantir un bon niveau de soins aux habitants et aux déplacés. Des équipes de secours équipées de matériel médical ont été prévues. Le bureau de l'éducation s'occupe du personnel enseignant, des

livres et du matériel scolaires au début de l'année. Les représentants du Conseil font des tournées d'inspection des équipements publics tels l'hôpital gouvernemental, les écoles privées officielles, tandis que des comités spéciaux protègent biens publics et privés et préviennent les irrégularités de construction. Samira, habitante de Yabroud, a vanté dans un entretien avec le correspondant de *Al Anadhoul* le rôle du Conseil civil qui a remplacé les fonctionnaires démissionnaires qui avaient abandonné les citoyens à leur sort. Mohamad estime que le Conseil civil devra prendre des mesures pour lutter contre le phénomène inquiétant des enlèvements perpétrés par des groupes armés dont la ville est le théâtre depuis le début de la révolution pour des rançons [...].

Source: La ligne de front n°11 (traduit de l'arabe, LT).

RENAULT Chantage à la fermeture

Ce mardi 29 janvier, au cours d'une 8^e réunion de négociation, la direction devait remettre aux syndicats le texte de l'accord soumis à signature. Mais la semaine dernière, elle avait déjà présenté la dernière pièce de son dispositif de régression sociale.



Le 23 janvier 2013, les salariés de PSA Aulnay, en grève, viennent rencontrer les grévistes de Renault Flins. PHOTO THÉÂTRE ROUGE/FABIENNE

Après la mobilité forcée, l'allongement du temps de travail et les 7 500 destructions d'emplois, elle a annoncé le gel des salaires sous prétexte que l'évolution des rémunérations des salariés de Renault aurait « toujours été supérieure au marché en France », en faisant évidemment table rase des luttes et des rapports de forces qui expliquent cette situation. Concrètement, le constructeur a inscrit dans son projet d'accord la baisse du pouvoir d'achat, avec 0% d'augmentation salariale pour 2013, 0,5% pour 2014 et 0,75% pour 2015. Si l'accord n'était pas signé, Renault a explicitement menacé de fermer deux usines et de ne pas affecter des productions futures prévues pour la France. Ce que Ghosn a eu le culot de démentir en déclarant cyniquement : « Ce n'est pas une discussion sur des fermetures de site, c'est une discussion sur les conditions d'éviter un plan social en France ».

Résistance, convergence

Pour s'opposer à la signature de cet accord, de nouveaux débrayages devaient avoir lieu ce mardi et mercredi, avec l'objectif de faire monter d'un cran le niveau de la mobilisation. La semaine dernière, les débrayages et rassemblements organisés sur tous les sites Renault avaient été plus massifs qu'en décembre et début janvier. À cette occasion, l'événement le plus marquant aura été la venue de 200 ouvriers grévistes de l'usine PSA Aulnay, accompagnés d'une délégation de PSA Poissy, qui après avoir forcé une grille, se sont joints aux grévistes de Flins qui les attendaient. En faisant cause commune contre les licenciements et les accords de compétitivité, les grévistes d'Aulnay et de Flins ont fait la démonstration que la convergence des luttes de tous les travailleurs de l'automobile était non seulement nécessaire, mais possible. Une étape importante qu'il va falloir renforcer au cours des prochaines semaines.

Régis Louail

Erratum :

Dans l'article sur la mobilisation à Sanofi publié la semaine dernière, nous avons omis de signaler la présence d'une délégation de Lutte ouvrière lors du rassemblement des salariés de la rue La Boétie à Opéra. L'erreur est réparée.

R.P.

CONVERGENCE DES LUTTES De vrais premiers pas

En peu de temps, le climat autour des entreprises en lutte a changé. De meeting en manifestations, les relations se tissent.

Des déclarations...

C'est une salle bien remplie – 500 personnes – à Sciences Po jeudi 24 janvier qui répond avec enthousiasme aux appels des intervenantEs se relayant à la tribune pour la coordination des luttes. Public de militantEs, d'étudiantEs, rassemblé à l'appel initialement de Sud Étudiant et de la CGT Sanofi Vitry, appel entendu et repris au fil des jours par des représentantEs de pratiquement toutes les entreprises en luttes contre les licenciements et les fermetures de sites : Sanofi Vitry, Sud Aérien, Sud Virgin et les équipes de CGT d'Air France, Virgin, Philips, Presstalis, PSA Aulnay, Renault Guyancourt, Renault Lardy, Goodyear Amiens, Sanofi Vitry et les Licenci'elles.

Partout, la même double logique patronale est à l'œuvre : accords de compétitivité, licenciements et fermeture de sites, les deux plats du menu patronal sont présentés dans des ordres différents mais la note est toujours salée. Les mobilisations prennent des formes et des contenus divers. Les intervenantEs critiquent ouvertement la politique du gouvernement. Maintien de l'activité, recherche d'un repreneur, sauvegarde de l'emploi en France, beaucoup de nuances entre les intervenantEs. Le camarade de Virgin voudrait bien qu'un repreneur dégage le bandit Butler pendant que le représentant de la CGT de PSA Aulnay termine son intervention sur « l'interdiction des licenciements » et le « partage du travail entre toutes et tous ». Ceux de Goodyear et des Licenci'elles proposent une loi contre les licenciements dans les groupes qui font des bénéfices. Mais ce qui ressort aussi, ce sont les difficultés pour construire les mobilisations, difficultés encore plus grandes pour des initiatives de convergence. Tous les intervenantEs ont évoqué la nécessité de l'élargissement et de la coordination, notamment avec le rassemblement du 29 autour des Licenci'elles à Paris.

... À l'action !

Cette journée du 29 janvier a bien été un pas important vers la convergence des mobilisations. Les PSA d'Aulnay ont tout d'abord rejoint les Virgin



PHOTO THÉÂTRE ROUGE/JMB

devant le magasin des Champs-Élysées. Il ne sont pas seuls : les Sanofi, les Candia, les Ford, au total plusieurs centaines de salariéEs. Des délégations du Front de gauche, de Lutte ouvrière, EÉLV et du NPA apportent leur soutien. Dans la foulée, les salariéEs de Virgin, venuEs aussi des magasins de province se rendent au siège du groupe où une délégation est reçue par des représentants de la direction. Pas de surprise, les négociations doivent continuer... Entre le Virgin et le ministère du Travail, Philippe Poutou a aussi rencontré les salariéEs de la Banque de France qui luttent contre un plan de licenciement de 2 500 postes. De l'autre côté de la Seine, les Sanofi, les Candia et les PSA sont allés retrouver les Goodyear, les Fralib, les Licenci'elles, les Faurecia pour présenter au ministère du travail un projet de loi contre les licenciements boursiers. Toutes et tous, tout de

rouge vêtuEs. Ambiance assurée par les Sanofi avec chansons et haka pendant qu'une délégation était reçue par un sous-fifre de Sapin. Pas de surprise : il faut dialoguer et l'accord Medef-CFDT-CGC-CFTC est la bonne solution...

Cette journée de mobilisation et de rencontres a donné un moral d'enfer. Une nouvelle réunion du collectif autour des Licenci'elles devrait se tenir rapidement pour décider d'une prochaine initiative. La coordination des luttes doit trouver des formes concrètes : rencontres dans des usines ou sites, manifestation nationale, initiatives de popularisation décentralisées et concertées. Il faut élever le rapport de forces pour imposer nos revendications autour de l'interdiction des licenciements, de l'expropriation des licenciés, de la réduction du temps de travail.

Robert Pelletier

LA GRÈVE À PSA AULNAY Un point d'ancrage pour lutter contre les licenciements

Les grévistes ont profité de la semaine de lock-out pour s'organiser et imposer la grève des PSA Aulnay dans le paysage. Malgré les frimas, l'absence des transports habituels, chaque matin, autour de 300 grévistes (nombre de cartes de grève) se sont retrouvés à la bourse du travail d'Aulnay.

PHOTO THÉÂTRE ROUGE/JMB



Sous l'impulsion du comité de grève (CGT-SUD, quelques militants de la CFDT et des non syndiqués) et de ses commissions, les grévistes ont assuré la communication dans les médias, les prises de contact pour assurer les soutiens logistiques (auprès des mairies où résident les grévistes, des structures syndicales). Mais surtout les grévistes ont fait de la propagande active pour faire connaître la grève et solliciter la solidarité financière : péages d'autoroutes, centres commerciaux, gares, concessionnaires Citroën. La plus belle opération a été la rencontre avec

les salariéEs de Flins mardi 22 janvier, date de la journée d'action chez Renault, qui venaient d'apprendre le chantage de leur direction : signature des accords de compétitivité ou fermeture de deux usines ! Après avoir ouvert la grille qui les séparait, la chaleur de la rencontre a boosté les PSA déjà bien remontés. Elle concrétisait pour des centaines de travailleurs les intérêts communs des salariéEs de l'automobile menacés par les deux bouts de la politique des constructeurs : augmentation de la productivité et suppression des emplois. Jeudi dernier, au meeting des luttes à Sciences Po, et vendredi à la Snecma Gennevilliers, les PSA ont continué leur tournée pour faire entendre leur voix et prendre contact avec les salariéEs en lutte.

Contre les attaques de la direction

Après plusieurs jours de fermeture de l'usine, la direction a commencé à développer son dispositif répressif, accusant les grévistes de dégradations et de violences contre les cadres et les huissiers ! Cela pourrait sembler ridicule, mais l'attaque est

violente : 5 grévistes sont convoqués à la Sûreté territoriale (les sbires de Valls) pour menaces et violences, et mis à pied depuis ce lundi, avant entretien préalable à licenciement.

Lundi 28, l'enjeu était de relancer et étendre la grève, avec la réouverture de l'usine. Le challenge était important puisque la direction avait mobilisé, en plus des deux sociétés de vigiles, 200 cadres venus des autres usines du groupe pour « protéger » les salariéEs non grévistes. Avec toutes les raisons de se méfier des provocations dont PSA est spécialiste. Pari gagné ! Dans la journée de lundi, de nouveaux grévistes ont rejoint le mouvement et les cadres n'ont pas réussi à redémarrer la production.

Mardi matin, alors que 80 intérimaires se sont joints à la grève, les grévistes ont donné rendez-vous devant le siège aux ex-salariés de Melun, licenciés suite à la fermeture du site et en lutte pour l'obtention de leurs droits. Une bonne nouvelle les attendait : la cour d'appel de Paris a annulé la procédure de PSE au motif que la direction n'avait ni informé ni consulté les institutions représentatives du personnel. Quoi qu'il arrive, la mise en œuvre du PSE chez PSA est reportée de plusieurs semaines. De quoi donner le moral pour se joindre aux salariéEs rassemblés devant Virgin et au ministère du Travail (voir ci-dessous).

Correspondante

PROTECTION SOCIALE

En COR un rapport pour dynamiser les retraites

En quelques semaines, le Conseil d'orientation des retraites (COR) a rendu publics deux rapports. Un en décembre établissant les projections financières pour l'ensemble des régimes à court, moyen et long terme, et un autre, le 23 janvier dernier sur un état des lieux du système français. Deux rapports qui serviront, sans aucun doute, à dynamiser les retraites.

Le chantier des retraites sera un des sujets majeurs de 2013. Outre la négociation en cours au sein des régimes complémentaires du privé (Arrco-Agir), le gouvernement ouvrira une « concertation » avec les « partenaires sociaux » au printemps. Le COR avait déjà publié en décembre un rapport sur des évaluations faisant état d'un déficit prévisionnel de l'ensemble des régimes de 22 milliards d'euros à l'horizon 2020. Une situation jugée « inquiétante » par Hollande. Cette fois, le douzième rapport dresse un état des lieux complet (comme l'avait demandé Jean-Marc Ayrault) et esquisse des propositions pour améliorer l'équité du système.

Inégalités

Ce rapport pointe un certain nombre d'inégalités : inégalités entre la retraite moyenne des hommes (1552 euros en 2010) et celle des femmes (899 euros), inégalités en fonction des secteurs d'activité. Il suggère de modifier le calcul de la retraite, effectué sur les vingt-cinq meilleures années depuis la réforme Balladur (1993) pour le régime général du privé, pour atténuer la faiblesse des retraites, par exemple en excluant du calcul les cinq plus mauvaises années. Il suggère aussi de revoir la règle des 200 heures payées au smic horaire nécessaires pour valider un trimestre au régime général, qui pénalise les salariéEs à temps partiel et à bas salaire. C'est sur cette base que le gouvernement prétend organiser la réflexion sur les retraites. Mais qui peut croire que les imperfections, les inégalités du système seront résolues à l'avantage des salariéEs ?

Le Medef à l'offensive

Avant même la publication de ces deux rapports, le Medef a fixé le cap. Pour Laurence Parisot, il n'y a pas d'autre solution pour assurer le financement des pensions que de repousser à « au moins soixante-trois ans » l'âge légal de départ et de cotiser 43 annuités. Par ailleurs, le syndicat patronal est déjà passé à l'attaque contre les retraites complémentaires, en proposant de les désindexer par rapport à l'inflation, une idée que le ministre qui n'a jamais cru à la lutte des classes, Cahuzac, trouve « intéressante » pour les retraites du régime général. Cela correspondrait à une baisse de 1,5% pour 2013 par rapport à l'inflation, et de 1% par an sur la période 2014 à 2017 ! Soit, au bout de cinq ans, une pension en baisse de 5,5%.

Si les retraites sont en danger, c'est avant tout en raison du chômage de masse et de l'amputation des salaires. Comme le montrent les régressions imposées en Grèce, en Espagne, au Portugal, les marchés financiers ont mis la barre très haut. Profitant de la crise, ils exigent un peu partout un recul des systèmes sociaux solidaires. La France n'échappe pas à cette pression. Le gouvernement, qui a déjà reculé devant le Medef sur la fiscalité, les licenciements, la compétitivité, est prêt à répondre une nouvelle fois aux exigences des patrons et non aux besoins des salariéEs. À moins que...

Sandra Demarcq



TRAINS NUCLÉAIRES Flagrant délit de dissimulation

Le 21 janvier, un convoi de 7 wagons transportant chacun cinq containers d'U308 (uranium appauvri) à destination de la Hollande a déraillé à l'entrée des voies de service de la gare de Saint-Rambert-d'Albon (Drôme).

Un wagon sorti des rails nécessite l'intervention des véhicules et équipes de secours de la SNCF. Très vite, la préfecture, la SNCF, Areva et EDF communiquent : aucune activité radioactive, aucun danger. Circulez, il n'y a rien à voir ! Mais un militant de l'association Vivre est rapidement sur les lieux. Son constat et les photos prises sur place donnent une autre mesure à « l'incident » évoqué par les autorités. À son arrivée, un « château » nucléaire chargé de combustible

usé en provenance du Tricastin et très fortement radioactif (une demi-heure à son contact provoque la dose annuelle permise) est stationné dans les quais voyageurs de la gare de Saint-Rambert. Il y restera plus de trois quarts d'heure, tandis qu'un autre « château » également en provenance d'une autre centrale de la région (Saint-Alban) est déjà sur place sur les voies de service. Un « château » nucléaire de près de 110 tonnes est donc passé peu de temps avant sur la portion de voie qui

s'est effondrée et un deuxième s'appretait à le faire.

Un danger quotidien

Un « château » circule chaque jour en France à destination de La Hague et au départ des 58 réacteurs nucléaires français. Comme les deux de Saint-Rambert, ces wagons sont amenés à circuler sur des voies de service de la SNCF, voies mal entretenues et responsables de nombreux déraillements malgré une vitesse très faible (20 km/h maximum). Il est inadmissible et criminel que

l'ASN (autorité de sûreté nucléaire) se voit interdire un contrôle de ces itinéraires fréquents de convois nucléaires. Voies de services, passages à niveau et tunnels, autant de portions de voies ferrées périlleuses pour des « châteaux » nucléaires ou même des transports d'uranium ou de produits chimiques. Pour le NPA, il devient urgent, comme cela avait été décidé en 1998, d'interdire ces convois et de mettre fin au trafic des déchets nucléaires.

Dominique Malvaud

SANS-PAPIERS

L'égalité des droits, ça ne se divise pas

Alors que 2012 affiche un nouveau et triste record d'expulsions de sans-papiers, Manuel Valls continue de proclamer sa volonté de maintenir le cap qu'avait fixé Sarkozy. Cela rend d'autant plus important de développer la dynamique créée autour de la solidarité avec les grévistes de la faim de Lille pour coordonner les différents collectifs existants et élargir le soutien. Dans ces circonstances, la participation des collectifs de sans-papiers à la manifestation de dimanche pour l'égalité des droits est un pas en avant significatif dans la nécessaire convergence des luttes, illustrant l'hypocrisie du gouvernement lorsqu'il parle d'égalité des droits ou de lutte contre les discriminations. Mis sur l'itinéraire de déstabilisation alors qu'il était initialement prévu qu'il soit dans la première partie de la manifestation non loin des carrés de tête, ce pôle détonnait. Sa banderole de tête dénonçait la trahison socialiste et réclamait l'égalité des droits pour touTEs. Ce cortège, largement animé par des sans-papiers, scandait « mariage pour tous, papiers pour tous, c'est ça l'égalité des droits » et a rassemblé au moins 500 personnes : activistes LGBTI et féministes radicaux et radicales d'Act Up-Paris, du Pink Bloc, des militantEs de la Fasti, de l'ATMF, des collectifs de Sans-papiers de la CSP75 et de la CSP95, des membres d'AL, de la FA et du NPA et des manifestantEs qui voulaient tout simplement exprimer que l'égalité des droits « ça ne se discute pas, ça ne se divise pas, ça ne se débat pas ».

À l'arrivée, démonstration a été faite que des cultures militantes différentes peuvent s'additionner et pas s'annuler. Alors que Act Up lançait un die-in pour rappeler les morts du sida, les sans-papiers se sont accroupis en chantant « J'y suis, j'y reste, je ne partirai pas » !

Denis Godard

M. TESSARD



Débattre pour combattre la répression antisyndicale

La revue Agone¹ et l'Observatoire contre la répression syndicale² initié par la fondation Copernic co-organisaient une rencontre sur ce thème mercredi 23 janvier à l'Université Droit et Santé de Lille. Rencontre précieuse entre sociologues, chercheurEs et militantEs. Cette question est un point aveugle des rapports sociaux dans l'entreprise. De savantes études mettent en évidence la responsabilité des restructurations de l'appareil productif, les divisions et la bureaucratisation du mouvement syndical pour expliquer ce mal français que serait la faiblesse des



PHOTOGRAPHIE ROUGE/MILO

syndicats. Pourtant les discriminations, la répression, qui s'abattent sur celles et ceux qui s'engagent syndicalement, sont un des motifs essentiels du refus de l'engagement militant dans les entreprises. Les présentations et les débats ont mis en lumière la volonté explicite du patronat de masquer sa politique répressive et les réserves de fait du mouvement syndical à reconnaître et combattre cette politique. Dans le même temps, cette politique qui vise aussi à domestiquer l'ensemble du salariat s'appuie sur les dispositifs répressifs visant à la criminalisation

du mouvement social. Cette rencontre est un premier pas permettant de rendre visible la répression contre les syndicalistes. Le pas suivant devrait être la construction d'initiatives communes entre le monde universitaire et le mouvement syndical permettant de commencer à faire reculer les politiques patronales.

Robert Pelletier

1. Revue Agone n°50, « 2013 : réprimer et domestiquer, stratégies patronales »
2. Ouvrage collectif « Répression et discrimination syndicales », Syllepse 2011.



Congrès national

LE NPA EN DÉBAT

Après le vote des assemblées générales des militantEs, nous ouvrons nos colonnes aux quatre plate formes électives à la veille du congrès national qui se tiendra ce week-end.

TRIBUNE W

À l'ensemble des militantEs du NPA

À quelques jours du Congrès, la PW souhaite alerter sur certains points :

1) Le Congrès doit aboutir à une nouvelle équipe d'animation capable de dépasser les divisions et la sclérose directionnelle qui, en paralysant le CPN, ont freiné l'ensemble du parti ces deux dernières années. La qualité de l'animation des comités, et de l'organisation de la vie démocratique du NPA auront pour objet de stimuler de nouvelles adhésions

2) Le Congrès devra élaborer une feuille de route contenant des engagements concrets que le nouveau CPN se chargera de mettre en œuvre : une déclaration d'intention générale, molle et consensuelle ne suffira pas. Il faut passer à l'acte par des avancées réelles et une volonté de laisser le NPA se construire par le bas : réunion nationale des comités, limitation des mandats au CPN et rotation des tâches, ouverture d'une large réflexion sur notre rapport aux élections et aux institutions, ainsi que sur l'articulation des différentes formes de luttes... De même, le NPA doit, aux côtés des nécessaires messages de colère et de réaction aux situations intolérables de la période, diffuser des messages positifs sur le type de société que nous voulons, pour alimenter l'imagination et l'espoir dans les luttes.

3) Le prochain CPN doit permettre aux camarades qui le souhaiteraient d'y siéger sous forme de binôme ou avec unE suppléantE. Ces dispositifs favorisent le travail collectif et garantissent une meilleure inclusion des régions au CPN ainsi qu'un meilleur respect des rythmes militants.

Des perspectives pour la construction d'un parti inclusif et démocratique

À partir du bilan des quatre années du NPA, nous souhaitons rompre avec certaines pratiques : négociation entre directions, transformation des plate formes au-delà du congrès en tendances.

Sans illusion sur la possibilité de contrôler « administrativement » les tendances, nous pensons que c'est en favorisant la transversalité et la mutualisation des diverses pratiques de luttes et de militantisme, que nous pourrions favoriser des débats féconds. Nous proposons ainsi la mise en place d'une réunion des comités dans l'année à venir, qui visera à créer des espaces de discussions non-décisionnels et sans préalable de tendances.

Plus généralement, la direction doit considérer que les élections et le programme d'urgence ne vont pas de soi. Pour lutter contre les rapports de domination au sein du parti, nous devons repenser en profondeur nos pratiques militantes et nos formations. Une réflexion collective est nécessaire pour laisser la place à l'expérimentation, savoir lier l'initiative intellectuelle et un savoir-faire militant sans cesse réinterrogé.



PHOTO THÉO ROUGE / MILO

TRIBUNE X

Nous réapproprié ensemble le projet du NPA

La phase des AG préparatoires à notre congrès s'est achevée. La faible participation exprime les doutes de nombreux camarades après des mois de luttes internes qui ont abouti à la scission de la Gauche anticapitaliste. Malgré ces difficultés **une forte volonté de rebondir s'est aussi exprimée**, la volonté de sortir du climat de procès d'intention et de blocs opposés qui a prévalu, en particulier de la part de certains camarades de la Y, depuis la conférence nationale de juillet.

Une page est en train de se tourner. **Notre plate-forme recueille un peu plus de 51%. Cela nous donne d'autant plus de responsabilités pour rassembler autour de notre projet de regroupement des anticapitalistes pour la transformation révolutionnaire de la société et pour engager un processus de refondation du NPA.**

Ce congrès ouvre un vaste chantier pour construire notre parti et débattre concrètement des moyens d'y travailler, des questions de fonctionnements, de démocratie, de pratiques militantes, de notre implantation sur les lieux de travail, les quartiers, la jeunesse. **Dès maintenant nous devons prévoir une réunion nationale des comités** pour faire le point.

À la lumière des débats nous devrions pouvoir aussi **nous rassembler sur les éléments essentiels de notre orientation**, dont de larges parties ont été rédigées en commun en continuité avec la campagne de la présidentielle.

La guerre au Mali, l'accord compétitivité-emploi, les multiples renoncements du gouvernement face aux exigences du patronat, et la politique anti-immigrés renforcent la **nécessité de construire un front commun contre le gouvernement et le patronat**, pour développer les mobilisations sociales et politiques afin de changer les rapports de forces et de mettre un coup d'arrêt à l'offensive libérale. La grève à PSA, les mobilisations des Sanofi, Virgin, la manifestation du 29, la journée de grève du 31 janvier dans la fonction publique y participent comme la mobilisation de Notre-Dame-des-Landes, celle pour l'égalité des droits ou pour construire la mobilisation contre la sale guerre au Mali.

C'est bien à travers ces mobilisations que se construira **une opposition politique qui ne craint pas de dire qu'il faut préparer un affrontement avec le Medef et le gouvernement et pose la question de l'alternative politique nécessaire pour sortir de la crise**. Gouvernement anti-austérité, gouvernement des travailleurs? L'essentiel est que nous soyons d'accord sur les mesures qu'un tel gouvernement devrait prendre en rupture avec le capitalisme.

Pour toutes celles et ceux qui n'ont pas abdicué du projet qui nous a rassemblés, il y a là une base solide pour reprendre l'initiative. Nous ferons tout pour que ce congrès en crée les conditions.

TRIBUNE Y

Sortir de la crise

Les faits sont têtus. Seulement 1 600 votants pour 2 500 militants, avec une « majorité sortante » qui recueille tout juste 50 %, perdant au passage plusieurs centaines de voix par rapport à la conférence nationale de juin dernier, ce n'est pas le signe d'une organisation détruite, mais par contre d'une crise de l'organisation et de sa direction qui continue. La tentative de construire une majorité, la PF-X, sur la seule base proclamée de « l'unité du parti » a échoué.

Mais le NPA conserve des ressources. Des solutions existent à condition de savoir, à la fois, respecter les désaccords et mettre en avant ce qui unit la grande majorité des militantEs. La campagne présidentielle l'a prouvé. Les bases politiques largement communes qui peuvent permettre à notre parti de se reconstruire sont, à notre avis :

- La nécessité de se tourner vers l'extérieur, de construire et coordonner les mobilisations, notamment contre les licenciements, la casse du droit du travail, l'intervention militaire au Mali, l'« Ayrault-port », le nucléaire, pour les revendications des travailleurs et l'égalité des droits.
- La bataille pour construire à partir de ces luttes et de celles qui viendront une opposition militante, consciente, qui s'affronte au gouvernement et au patronat, condition nécessaire à l'émergence d'une alternative politique anticapitaliste.
- L'affirmation de notre projet révolutionnaire,

opposé non seulement au gouvernement PS mais aussi aux politiques de la gauche réformatrice. Pour le NPA la solution est que les travailleurs gouvernent, pas que Mélenchon devienne Premier ministre.

- Le refus d'accords électoraux aux municipales avec le Front de gauche et ses organisations, qui gèrent ou cautionnent l'austérité et les privatisations (sauf situations particulières où des groupes locaux entreraient réellement en résistance).

- La reconstruction du NPA, en particulier dans la classe ouvrière et la jeunesse, en s'appuyant sur les luttes actuelles. Cela passe par un travail unifié de tout le parti, sans nier les désaccords mais aussi en n'en faisant pas un préalable à l'activité commune et à la représentation du parti vers l'extérieur.

Il y a dans le parti une aspiration à reconstruire une direction unifiée pour le parti, mais cela ne peut se faire qu'à condition d'être prêts à avancer avec tout le monde, sans renier nos orientations respectives, de respecter les désaccords, d'en percevoir la racine pour les dépasser. Peut-on mettre en place sur de telles bases une majorité de travail et une direction inclusives, n'excluant aucune des positions s'étant exprimées dans le débat préparatoire au congrès? C'est ce que nous souhaitons et proposerons au congrès national.

L'équipe d'animation PF-Y

TRIBUNE Z

La courte majorité de la direction ne saurait masquer l'effondrement de sa base et la nécessité de rendre le parti utile à la lutte des classes

Les AG électives ont permis de mesurer la gravité de la crise du parti : moins de 1 700 camarades y ont voté, contre plus de 3 500 en 2011. La direction n'a pourtant proposé aucun bilan pour expliquer cette catastrophe. Au contraire, elle veut continuer à chercher des accords par le haut avec le Front de gauche et a même avancé l'objectif d'un « gouvernement anti-austérité » avec lui. Sa courte majorité en pourcentage s'explique par un appel dramatisé au « rassemblement »... et le soutien des amiEs de la GA qui n'ont pas voulu aller au Fdg (voire ont la double appartenance NPA-GA). La percée de la PW (8%) exprime un refus des choix politiques et des méthodes de la direction, l'aspiration à un parti actif, démocratique et fraternel. Mais cela ne fait pas une orientation et les délégués W vont devoir faire des choix plus concrets au congrès.

En termes absolus, la PY (ex-P2) s'effondre (d'environ 1 000 à 500 voix). Son orientation axée sur les luttes, mais sous la forme d'un parasindicalisme négligeant le programme au profit d'accords sans contenu avec la direction, n'a pas permis de retenir au parti ses propres partisanEs. Malgré la pression de la direction et de la PY, notre plate-forme est la seule à progresser en termes

absolus et passe de 3,5 à 9%. Cela devrait faire réfléchir ceux pour qui nos idées empêcheraient de construire le NPA !

Nous allons donc poursuivre le combat pour nos idées et pour un front avec toutes celles et ceux qui refusent l'orientation de la direction. Tout en continuant le débat sur nos divergences programmatiques et stratégiques, nous appelons le congrès à affirmer l'indépendance politique totale du NPA à l'égard du Front de gauche et à refuser la perspective d'un « gouvernement anti-austérité », qui n'a rien à voir avec un gouvernement des travailleurs. Nous proposons de construire le parti en priorité dans le monde du travail, à commencer par les grandes entreprises et établissements. Au moment où les luttes contre les licenciements reprennent une certaine importance (Sanofi, Virgin, Arcelor, grève à Aulnay), avec de premières tentatives de jonctions (PSA/Renault, meeting de convergence des luttes de Sciences po, manif contre les licenciements du 29 à l'appel des Licenciées, des Goodyear, etc.), il est crucial de donner la priorité à la lutte des classes et d'aider concrètement à la convergence et à la coordination des luttes. Nous proposons au congrès de faire des pas en avant en ce sens.

Daniela, Ludvine, Ludovic, Manu, Marie, Vincent (CPN sortant)

ESSAI

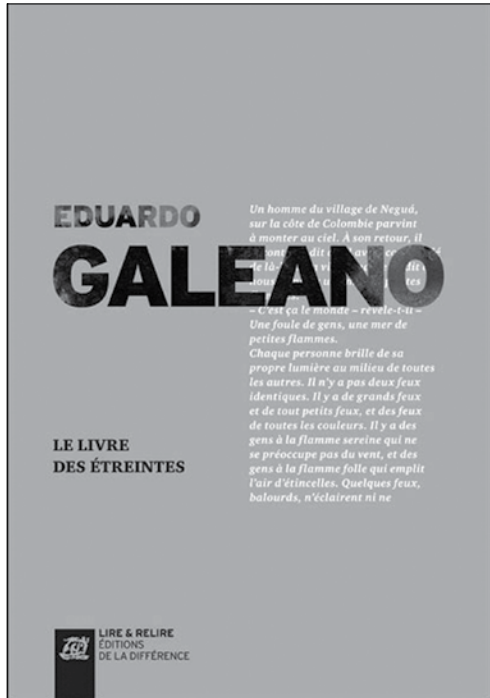
Le livre des étreintes, Eduardo Galeano

Traduit de l'espagnol (Uruguay) par Pierre Guillaumin, 2012, Lux Éditeur 19 euros.

Voici enfin traduit (et bien) *El libro de los abrazos* (1989) que l'auteur des *Veines ouvertes de l'Amérique latine* (1971) a prolongé notamment de deux autres volumes aussi lumineux, *Palabras andantes* (1993) et *Bocas del Tiempo* (2004), accessibles depuis peu aux lecteurs francophones grâce au même

éditeur montréalais (*Paroles vagabondes*, 2010, *Les Voix du temps*, 2011). L'abrazo est cette accolade typiquement sud-américaine où l'on se marque mutuellement, non sans bourrades dans le dos parfois, l'intensité de l'émotion partagée, le geste des retrouvailles et des rencontres fortes – tout comme l'accolade typographique réunit mots ou formules devant aller ensemble. Quand il conçut ce volume, Galeano retrouvait certes une Amérique latine dont l'avaient chassé les dictatures et leurs escadrons de la mort, mais surtout des sociétés pleines de contradictions et de contrastes. Il s'est plu à les faire se rencontrer jusqu'à l'accolade ou au télescopage, selon le même principe que les illustrations dont il a accompagné les quelque 160 textes brefs qui le composent : d'élégants collages souvent pleins de cruauté. L'actualité de ce livre ne tient pas seulement à la lenteur des progrès révolutionnaires sur ce continent comme ailleurs, mais à sa conception et aux réflexions qui la sous-tendent, où Galeano définit son « marxisme magique : une moitié de raison, une moitié de passion et une troisième moitié de mystère ». Et d'ajouter, superbe « célébration de la contradiction » et de la dialectique : « J'écris en cherchant à révéler le réel merveilleux et je le découvre précisément au cœur du réel horrible de l'Amérique... Nous sommes ce que nous faisons pour changer ce que nous sommes. L'identité n'est pas une pièce de musée exposée sagement derrière une vitrine, mais la synthèse toujours étonnante de nos contradictions de chaque jour. »

Gilles Bounoure



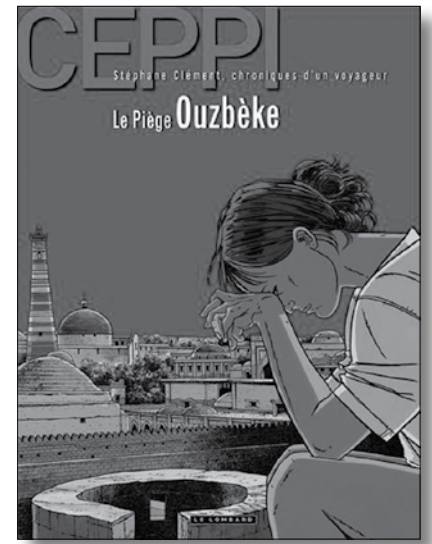
En mars, Paroles de mutins à la Belle Étoile,

En février et mars, la Compagnie Jolie Môme vous attend à La Belle Étoile. 2012 s'est terminé avec de belles représentations de *Faust* et *l'homme ordinaire* (cf. *Tout est à nous!* N°173), beaucoup de public jusqu'à la fin des prolongations, l'arrivée du métro au bout de la rue... 2013 démarre avec des dîners-spectacles *Parole de Mutins!* Après un repas préparé et servi par la troupe, la compagnie monte sur scène et joue ses chansons. Du 15 février au 9 mars 2013, les vendredi et samedi soir. (Relâche les 22 et 23 février pour jouer à Saintes au festival « *Dire Le Monde* ») Tarif unique 25 euros, sur réservation uniquement au 01 49 98 39 20 <http://www.cie-joliemome.org/spip.php?article613>

Bande dessinée

STÉPHANE CLÉMENT, CHRONIQUES D'UN VOYAGEUR : LE PIÈGE OUBÈKE (T 13)

DANIEL CEPPI
Le Lombard, 56 pages, 14 euros



35 ans que Ceppi fait de la BD reportage et ses scénarios et son trait sont toujours aussi novateurs. Déclaré pour mort dans un premier temps (Tome 12 – *L'engrenage Turkmène*), Stéphane Clément est retrouvé dans un piteux état à la frontière située entre une enclave ouzbèke et le territoire kirghize. Il ne doit son salut qu'à une poignée d'exilés russes qui vont tenter de le maintenir vivant, en évitant notamment qu'il soit l'objet d'une tractation politique. 5000 km séparent notre héros de son amie Cynthia restée à Belfast et se débat avec les services secrets suisses. Une course contre la montre, contre la mort... Comment cela va-t-il se terminer ?

Au travers des fort beaux paysages de l'Asie centrale et plus particulièrement de l'Ouzbékistan, l'auteur nous fait découvrir les affres d'un pays en guerre mais également les coulisses des tractations de la diplomatie pour le sortir du guêpier dans lequel il s'est encore mis. Stéphane a bien pris un peu de bide et de rides mais il a toujours le chic pour se mettre dans le pétrin et là on monte en gamme. Géopolitiquement fort bien documenté, avec des pages de mise en scène de tortures d'otage insoutenables (notre héros Stéphane), une intrigue bien ficelée, un dessin réaliste rehaussé par de belles couleurs et un épilogue inattendu des plus réussis qui vous fera crier « ouf ! ». *Le Piège ouzbèke* se révèle être une nouvelle réussite de la BD Suisse. À découvrir ou à (re)découvrir !

S. Chardon

ESSAI

FAIBLES ET PUISSANTS FACE À L'IMPÔT, Alexis Spire, 2012, Raisons d'agir, 134 pages, 8,10€

Que nous soyons pauvres ou riches, nous sommes, en principe, traités à égalité par l'administration fiscale. Alexis Spire, qui a mené de nombreuses enquêtes dans différents services des finances publiques, montre dans cet ouvrage passionnant que la réalité est tout autre. De l'accueil au contrôle en passant par le contentieux, les inégalités de traitement entre contribuables sont nombreuses, elles existent depuis toujours ou presque, mais elles se sont développées dans les années 90 où la chasse à la « fraude sociale » – et donc aussi le contrôle des classes populaires – est devenu un enjeu public. En revanche, pour les plus fortunés, les négociations ont pris le dessus sur le contrôle et le redressement. Une inégalité de traitement qui a empiré depuis 2008, avec la création de la Direction générale des finances publiques (DGFIP née de la fusion entre les impôts et le Trésor public), les 25 000 suppressions de postes et la modification du rôle de l'État.

Sandra Demarcq



MUSIQUE

REGGAE ANTHOLOGY, SWEET REGGAE MUSIC, Barrington Levy, VP records, 14€

1979-1984 : La musique jamaïcaine connaît une nouvelle mue, pendant que la violence politique reste toujours à son paroxysme. Barrington Levy le chante pourtant de sa voix soul et envoûtante en 1983 « *Dance are changing* ». Il a commencé dans une veine qui respire encore l'esprit « rockers » ou « roots » qui domina les années 70. Toutefois, petit à petit, au fur et à mesure de ses collaborations avec les meilleurs producteurs de Kingston ou des groupes de studio, il enchaîne des classiques (« *Rob Et gone* ») qui témoignent de l'émergence d'un son « dancehall » au tempo plus soutenu, dont l'immense succès « *Her I come* » constituera le prototype. En 1984, un titre rebat une fois de plus les cartes, le « *Under me sleng teng* » produit par Jammy's, basculant le reggae vers le digital et le ragga, dont notre chanteur livre immédiatement sa version « *Under mi sensi* ». Cette superbe compilation sur 2 CD contient aussi son lot de raretés, comme le somptueux « *Tribute To Moa Anbessa* » avec le toaster (qui scande) Jah Thomas et ses relents de basse profondes enfumées de dub.

King Martov

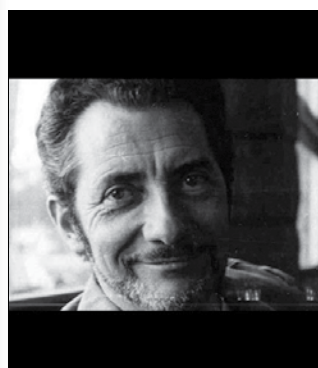


DVD

FRANCIS JEANSON, ITINÉRAIRE D'UN INTELLECTUEL ENGAGÉ, Catherine de Grissac et Bernard Vignion, 20€ (écrire à cesur.nantes@wanadoo.fr)

Le nom de Jeanson évoque le réseau d'aide au FLN qu'il fonda et anima, mais sa personnalité est plus complexe. Après la guerre, il se consacre à plusieurs activités culturelles, psychiatriques, même directement politiques avec le soutien à la Bosnie au moment du siège de Sarajevo. J'ai moins connu celui-là, plus celui de l'aide au FLN. C'est donc avec passion et curiosité que j'ai vu l'essentiel de ce DVD qui porte sur l'activité de Jeanson après 64. Parallèlement, je critiquerai la façon elliptique de voir cette première période : on croirait presque que Godard, Malraux, Aragon ou Mitterrand furent d'accord avec lui... Sursaut aussi, quand il parle de purification ethnique en Bosnie et pas en Palestine. Mais enfin, Jeanson a toujours été quelqu'un avec qui dialoguer, et on ne peut qu'être d'accord avec les auteurs du film quand ils déplorent l'oubli qui l'entoure.

Paul Louis Thirard



COMMANDEZ TOUS VOS LIVRES À LA LIBRAIRIE LA BRÈCHE

librairie
★ la-breche.com

27 rue Taine 75012 Paris / www.la-breche.com
Tél. : 01 49 28 52 44 / Fax : 01 49 28 52 43

S'abonner à Tout est à nous !

Par prélèvement automatique, Cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné d'un RIB à : NSPAC, 2, rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

<p>Hebdo <input type="checkbox"/> 14 € par trimestre</p> <p>Jeunes/chômeurs précaires <input type="checkbox"/> 10 € par trimestre</p>	<p>Hebdo + Mensuel <input type="checkbox"/> 25 € par trimestre</p> <p><input type="checkbox"/> 19 € par trimestre</p>	<p>Désignation du compte à débiter</p> <p>CODE ÉTABLISSEMENT _____ CODE GUICHET _____</p> <p>N° DE COMPTE _____</p> <p>CLÉ RIB _____</p> <p>Date : _____</p> <p>Signature : _____</p> <p>Titulaire du compte</p> <p>Nom : _____</p> <p>Prénom : _____</p> <p>Adresse : _____</p> <p>Code postal : _____</p> <p>Ville : _____</p> <p>Mail : _____</p>	<p>Établissement teneur du compte</p> <p>Banque : _____</p> <p>Adresse : _____</p> <p>Code postal : _____</p> <p>Ville : _____</p>
---	---	--	--

Par chèque, à l'ordre de : NSPAC, 2, rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

FRANCE ET DOM-TOM

Tarif standard

Hebdo	<input type="checkbox"/> 28 €	<input type="checkbox"/> 1 an 56 €
Mensuel	<input type="checkbox"/> 22 €	<input type="checkbox"/> 1 an 44 €
Hebdo + Mensuel	<input type="checkbox"/> 50 €	<input type="checkbox"/> 1 an 100 €

Tarif jeunes/chômeurs/précaires

Hebdo	<input type="checkbox"/> 20 €	<input type="checkbox"/> 1 an 40 €
Hebdo + Mensuel	<input type="checkbox"/> 38 €	<input type="checkbox"/> 1 an 76 €

ÉTRANGER
Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31 ou par mail : diffusion.presse@npa2009.org



ROUEN (76)

Puanteur et opacité

Lundi 21 janvier, Rouen, puis la région parisienne et le sud de Londres, ont été empuantis par une émanation gazeuse due à un accident chimique dans l'usine Lubrizol. Ce gaz a provoqué des malaises, maux de tête, irritations, nausées, vomissements et surtout une vive inquiétude dans la population qui n'a eu ni information ni mesure de protection, alors qu'en Angleterre les pompiers incitaient à se calfeutrer.

La première communication de la préfecture le mardi à 13h20... concerne l'annulation du match Rouen-Marseille! À 18h30, elle parle d'*«une odeur incommode»* et annonce le début des opérations de neutralisation de la fuite. Quant à l'entreprise Lubrizol, c'est la grande muette.

La préfecture et la ministre de l'Écologie se veulent rassurantes parlant de *«traceur olfactif non toxique»*. Mais cette communication qui rappelle d'autres accidents industriels ne rassure personne. D'autant que le produit en cause, le mercapta, est à l'origine de 50 accidents en France de 1988 à 2012. Le 8 avril 1970, 3 cheminots sont morts à Lacq près d'un wagon fuyard. À haute concentration, ce gaz est inflammable, toxique par inhalation et très toxique pour les milieux aquatiques. Alors, si les concentrations sont très faibles et sans danger, pourquoi ne pas jouer la transparence?

Les industriels et l'État sont les responsables

Rien n'est dit sur les salariéEs qui sont exposés aux plus fortes concentrations. Au contraire, la ministre de l'Écologie affirme qu'il y a *«une négligence ou une faute»*. Mais les responsabilités sont du côté de ceux, industriels et représentants de l'État, qui décident et autorisent une production dangereuse dans des conditions mal maîtrisées.

Pour le droit à un environnement sain dans et hors des entreprises le NPA défend :

- l'obligation d'évaluation systématique, l'interdiction et la substitution des produits dangereux, l'application du principe de précaution,
- l'arrêt des productions les plus polluantes ou les plus nuisibles avec la reconversion des salariéEs sans perte de qualification ni de revenu, l'arrêt du nucléaire et des substances cancérigènes, et la réduction de la production de pesticides,
- la responsabilité financière et pénale des employeurs pour les maladies professionnelles et les accidents du travail,
- l'interdiction de la sous-traitance et de la précarité dans les sites à risques, l'embauche par le donneur d'ordre,
- le droit de veto des salariéEs sur l'organisation du travail.

CorrespondantEs commission nationale écologie

Saint-Denis (93) Couscous anticapitaliste

80 personnes se sont réunies le 18 janvier 2013 pour un couscous anticapitaliste en présence de notre camarade Philippe Poutou.

La soirée a débuté par la projection du film *Haya*. Les micros tendus au cœur des grèves de PSA en avril-mai 1982 démontrent la brutalité et le mépris de la direction de l'usine envers les travailleurs, essentiellement immigrés, et particulièrement ceux qui ne sont pas syndiqués au syndicat patronal. Leur ténacité – 40 jours de grève – et la solidarité permettront entre autres une expression syndicale renforcée, et la conscience que la lutte peut payer.

Après le visionnage, la salle a eu un échange sur le film bien sûr, mais surtout sur l'actualité. Un travailleur de PSA a confirmé le début de grève reconductible dans l'usine. L'envie d'en découdre avec une direction qui met au chômage des milliers de travailleurs, mais également les difficultés, notamment financières, à mener une grève d'ampleur. Une collecte – plus de 400 euros récoltés – a été réalisée en solidarité avec les travailleurs grévistes. Philippe Poutou a réaffirmé le besoin de construire des mouvements de lutte d'ensemble, et la soirée s'est terminée par un repas convivial autour d'un couscous. Une première réussie.

Cathy Billard

Asnières (92) Des flics et de la galette

Lundi 28, Manuel Valls était invité par le PS pour les vœux et la galette. Plusieurs associations et partis – ATMF Gennevilliers-Asnières, Comité gennevillois de soutien aux sans-papiers, Fdg Asnières, LDH Asnières-Colombes, NPA Asnières-Gennevilliers, PGFC – avaient organisé un rassemblement pour lui faire entendre notre indignation de voir se poursuivre la politique de Sarkozy en matière d'immigration : le nombre des expulsions de sans-papiers en hausse ; les critères restrictifs de sa circulaire qui vise à maintenir des milliers de gens dans la clandestinité, la misère et le travail au noir.

Vu le nombre de flics, la galette a dû coûter cher ! Pour une visite de Sarkozy dans la même salle, on avait eu droit à un flic en sniper sur un toit – pour Valls, on ne sait pas... Alors que le rassemblement avait été autorisé tant qu'on restait sur le trottoir loin de la salle, on a été assez vite encerclés par la police qui nous a empêchés de bouger pendant près de 3 heures. Une dizaine de militantEs anti-corrada, anti-«Ayraultport» et du comité George Abdallah qui avaient réussi à manifester dans la salle, ont été ensuite amenés dans «l'enclos» pour grossir le rassemblement.

Le maire et les élus PS, qu'on essayait d'appeler pour faire stopper ce déni de démocratie dans «leur» ville, étaient sans doute cachés sous la table pour attribuer les parts de galette... Aucune réponse ! Et ils sont sortis peu à peu de la salle, en se détournant et baissant la tête quand on les appelait au mégaphone... Il faut dire que le ministre avait été très gentil avec les maires d'Asnières (PS) et de Gennevilliers (PC) en ajoutant deux de nos quartiers à la liste des ZSP (zones de sécurité prioritaire). Sans doute ce qui a incité le Fdg de Gennevilliers à jouer les abonnés absents !

Isabelle Guichard

COUR DES COMPTES

Des chômeurs trop indemnisés ?

La Cour des comptes dénonce dans un rapport du 22 janvier la générosité dont ferait preuve l'Unedic et prône le retour à la dégressivité des allocations. Les salariéEs en «activité réduite», les intermittentEs et les cadres sont dans le collimateur ! La Cour des comptes passe à l'offensive contre l'indemnisation chômage en indiquant que *«la soutenabilité du régime est aujourd'hui remise en cause par le maintien du chômage à un niveau élevé»*. Pour la cinquième année d'affilée, l'assurance-chômage va se retrouver en déficit en 2013, à hauteur de 4,9 milliards d'euros, alors que sa dette était déjà proche de 14 milliards fin 2012.

Pour remédier à cette situation, la Cour plaide pour des économies et des «réformes» visant en premier lieu les cadres et les intermittentEs. Pour les cadres, elle préconise d'instaurer un *«taux de remplacement décroissant des prestations pour les niveaux d'indemnisation les plus élevés»*. Concernant les intermittentEs, le rapport dénonce une *«dérive persistante»* avec 1 milliard d'euros de déficit *«au profit de 3% seulement des demandeurs d'emploi»*. La Cour juge en outre nécessaire de *«réexaminer les règles de l'indemnisation en activité réduite»*, en pointant le «risque» que l'assurance chômage finance *«un revenu de complément durable à des salariés en activité précaire»*.

Vers de nouveaux reculs

À quelques mois de la négociation Unedic, ne doutons pas que ce rapport servira de prétexte pour imposer de nouveaux reculs. Sans attendre, Michel Sapin, ministre du Travail, a prévenu qu'*«il faudra prendre des mesures sur ce régime chômage»* et que *«les partenaires vont devoir trouver des solutions qui permettent de revenir à un déficit raisonnable en période de chômage»*.

Alors que le chômage ne fait que progresser, que les chômeurs sans indemnités deviennent de plus en plus nombreux, la priorité d'un véritable gouvernement de gauche répondant aux besoins sociaux devrait être de permettre à toutes et tous de travailler, notamment en partageant le travail, de mettre fin aux exonérations de cotisations patronales. Avec une telle politique, le déficit de l'assurance chômage serait de l'histoire ancienne...

Sandra Demarcq

Dans la rue pour l'égalité des droits



Le NPA était présent à la manifestation de ce dimanche 27 janvier, avec un cortège militant et la présence de Christine Poupin, Philippe Poutou et Olivier Besancenot. PHOTO THÉÂTRE ROUGE/ALICE D

NO COMMENT
Les lois raciales représentent la pire faute d'un leader, Mussolini, qui en revanche a fait de bonnes choses dans tant d'autres domaines

L'EX-CHEF DE GOUVERNEMENT ITALIEN SILVIO BERLUSCONI dimanche 27 janvier en marge d'une cérémonie à l'occasion de la journée de la mémoire de l'holocauste.

TOUT est à nous !
hebdomadaire du Nouveau Parti anticapitaliste
Rédaction : 01 48 70 42 27
Diffusion : 01 48 70 42 31
diffusion.presse@npa2009.org
Administration : 01 48 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil Cedex
Mail : redaction@npa2009.org
Numéro ISSN : 1969-8178
Commission paritaire : 0414 P 11508
Tirage : 6 500 exemplaires
Société éditrice : Nouvelle Société de presse,

d'audiovisuel et de communication (NSPAC)
SARL au capital de 3500 euros (durée 60 ans)
Gérant et directeur de publication :
Ross Harrold
Maquette : Ambre Bragard
Impression :
Rotographie, Montreuil-sous-Bois
Tél. : 01 48 70 42 22
Fax : 01 48 59 23 28
mail : rotoimp@wanadoo.fr

IMPRIM'VERT®